

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTERE DU PLAN

**UNITE DE PILOTAGE DU PROCESSUS D'ELABORATION DU DOCUMENT DE
STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.**

UPPE-SRP

Rapport final

**des consultations participatives de la base pour l'élaboration du Document de
Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
Territoire de WALUNGU - Province du Sud Kivu.**



Sous la coordination du SERACOB

Animateurs des Consultations Participatives :

- *Fiston MAHESHE*
- *BULONGO SAFANTO*
- *Claudine LUBUBI TALUMO*
- *Pasteur NAMEGABE*
- *Déogracias ZIHALIRWA MWALUNGWE*

Superviseur : John TSHIYOMBO NDAYA

Consultant SERACOB

Consultations : du 19 novembre au 10 décembre 2004

Atelier territorial : du 18 au 21 Décembre

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
AVANT - PROPOS	4
CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION.....	5
1.1. ORIGINE DU PROJET.....	5
1.2. PRESENTATION DES SITES.....	6
1.3. ORGANISATION DU RAPPORT.....	10
CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE	12
2.0. INTRODUCTION.....	12
2.1. COMPOSITION DE L'EQUIPE.....	13
2.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES.....	13
2.3. METHODES DE LA CONSULTATION UTILISEES.....	14
2.4. TERRITOIRE ET CHOIX DES SITES.....	15
2.4.1. <i>TERRITOIRE DE WALUNGU</i>	15
2.4.2. <i>LES SITES</i>	42
2.5. MOBILISATION SOCIALE.....	44
2.6. LIMITATION DE LA COLLECTE DES DONNEES.....	45
2.7. CONCLUSION PARTIELLE.....	45
CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE	48
3.1. DEFINITIONS & CONCEPTS.....	48
3.1.1. <i>La pauvreté au niveau individuel</i>	48
3.1.2. <i>La pauvreté au niveau du ménage</i>	48
3.1.3. <i>La pauvreté au niveau de la communauté</i>	49
3.2. LES CAUSES DE LA PAUVRETE.....	49
3.2.1. <i>AGRICULTURE</i>	50
3.2.2. <i>ELEVAGE</i>	50
3.2.3. <i>COMMERCE</i>	50
3.2.4. <i>BONNE GOUVERNANCE</i>	51
3.2.5. <i>EMPLOI</i>	51
3.2.6. <i>EDUCATION</i>	52
3.2.7. <i>SANTE EN MATIERE DE REPRODUCTION ET SANTE MATERNELLE</i>	52
3.2.8. <i>GESTION ET ORGANISATION DU TEMPS</i>	52
3.2.9. <i>ENCLAVEMENT</i>	52
3.2.10. <i>SECURITE</i>	53
3.3. TENDANCE DE LA PAUVRETE.....	53
3.4. BIEN- ETRE.....	54
3.5. DIMENSION GENRE DE LA PAUVRETE.....	54
3.5.1. <i>STATUT SOCIAL</i>	54
3.5.2. <i>ACTIVITES JOURNALIERES</i>	55
3.5.3. <i>ACCES AUX SOURCES DE RICHESSES</i>	57
3.5.4. <i>ACCES A LA TERRE</i>	57
3.5.5. <i>HERITAGE</i>	58
3.5.6. <i>SECTEURS SOCIAUX</i>	58
3.5.7. <i>SECTEURS ECONOMIQUES</i>	59
3.5.8. <i>SECTEURS DE L'EMPLOI</i>	59
3.5.9. <i>SPHERES DE PRISE DE DECISION</i>	59
3.5.10. <i>MIGRATION</i>	59
3.6. INDICATEURS DE LA PAUVRETE.....	60
3.6.1. <i>AGRICULTURE</i>	60
3.6.2. <i>ELEVAGE</i>	60
3.6.3. <i>SANTE</i>	61
3.6.4. <i>HABITAT</i>	61
3.7. PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE ET INQUIETUDES.....	63
3.8. CONCLUSION PARTIELLE.....	72

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE.....	73
4.1. SOURCES MAJEURES DES REVENUS	73
4.1.1. <i>AGRICULTURE</i>	73
4.1.2. <i>ELEVAGE</i>	73
4.1.3. <i>CHASSE</i>	74
4.1.4. <i>COMMERCE</i>	74
4.1.5. <i>MOYENS DE TRANSPORT</i>	75
4.1.6. <i>EDUCATION</i>	75
4.1.7. <i>SANTE</i>	76
4.1.8. <i>EMPLOIS ET RESSOURCES HUMAINES</i>	76
4.2. CONCLUSION PARTIELLE.....	77
CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES.....	79
INTRODUCTION	79
5.1. EDUCATION	79
5.2. SANTE.....	80
5.3. LOGEMENT.....	82
5.4. EAU ET ASSAINISSEMENT	83
5.5. VOIES DE COMMUNICATION	84
5.6. MARCHES	86
5.7. MOYENS DE COMMUNICATION	87
5.8. ENERGIE.....	87
5.9. SERVICES TECHNIQUES ET AFFAIRES SOCIALES	88
5.10. LES CAUSES	91
5.11. ARRANGEMENT DES PROBLEMES PAR ORDRE D'IMPORTANCE	91
5.12. LES ACTIONS PRIORITAIRES A MENER	92
5.13. CONCLUSION PARTIELLE.....	92
CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET BONNE GOUVERNANCE	94
INTRODUCTION	94
6.1. GOUVERNANCE LOCALE & AUTO-PROMOTION.....	94
6.1.1. <i>Instances locales de décision</i>	94
6.1.2. <i>Organisation des pouvoirs au sein des instances locales de décision</i>	94
6.2. LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES.	95
6.3. ACCES AUX MEDIAS.....	96
6.4. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.....	96
6.5. MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES	97
6.5.1. <i>Versements des subventions de la Province</i>	97
6.5.2. <i>Fiscalité locale</i>	98
6.5.3. <i>Responsabilité et transparence</i>	98
6.5.4. <i>Liberté et sécurité des personnes</i>	99
6.6. CONCLUSION PARTIELLE.....	99
CHAPITRE SEPTIEME : VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	100
INTRODUCTION.....	100
7.1. FORME DE L'ÉTAT :.....	100
7.2. ELECTIONS :	100
7.3. EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE :	100
7.4. SANTE	101
7.5. MODERNISATION DE L'AGRICULTURE.....	101
7.6. DESENCLAVEMENT ET ACCES AUX MARCHES :	101
7.7. DEVELOPPEMENT RURAL :	102
7.8. APPROVISIONNEMENT EN EAU :	102
7.9. ELECTRIFICATION RURALE :	102
7.10. ENVIRONNEMENT :.....	102
7.11. LOISIRS	103
7.12. FINANCEMENT DES MICRO- PROJETS :	103
7.13. LIBERATION ET PRIVATISATION :	103
7.14. TAXATION :	104

7.15.	DROITS FONCIERS	104
7.16.	REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	105
7.17.	SECURITE ET PROTECTION	105
7.18.	CONTROLE DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DES POPULATIONS	106
7.19.	CONCLUSION PARTIELLE	106
CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE		107
INTRODUCTION.....		107
8.1.	MECANISMES DE SURVIE.....	107
8.1.1.	<i>Surpopulation et problème de terres</i>	107
8.1.2.	<i>Contraintes sociales et financières</i>	108
8.1.3.	<i>Education</i>	108
8.1.4.	<i>Chômage</i>	108
8.1.5.	<i>Pénurie d'eau</i>	109
8.1.6.	<i>Pénurie de la nourriture</i>	109
8.1.7.	<i>Santé, VIH/SIDA, Paludisme et autres maladies</i>	109
8.1.8.	<i>Maladies de la récolte</i>	110
8.1.9.	<i>Logement</i>	110
8.1.10.	<i>Incendie</i>	110
8.1.11.	<i>Energie</i>	110
8.1.12.	<i>Arrangements funéraires</i>	110
8.1.13.	<i>Dispersion géographique</i>	111
8.1.14.	<i>Disparités linguistiques</i>	111
8.1.15.	<i>Guerres et catastrophes naturelles</i>	111
8.1.16.	<i>Enclavement</i>	111
8.1.17.	<i>Existence de minorités ethniques et sociales</i>	112
8.2.	ACTIONS DE LA COMMUNAUTE.....	112
8.2.1.	<i>Identification des problèmes par les parties prenantes contactées</i>	112
8.2.2.	<i>Matrice de Planification Stratégique</i>	114
8.3.	MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES STRATEGIES ET ACTIVITES PROPOSEES	123
8.4.	CONCLUSION PARTIELLE.....	123
ANNEXES :		125

AVANT - PROPOS

Le présent travail sanctionnant la fin des « Consultations Participatives » auprès de communautés de base dans le Territoire de WALUNGU, est le fruit des efforts conjugués de plusieurs personnes à l'endroit de qui, est témoignée notre gratitude.

Nous devons en premier lieu, notre reconnaissance, au Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale (SERACOB en sigle) en nous confiant- en qualité d'animateurs- la charge de conduire les Consultations Participatives auprès de communautés de base dans le Territoire de WALUNGU.

Dans le même ordre d'idées, nous adressons nos remerciements à Monsieur John TSHIYOMBO, Consultant - SERACOB, pour l'appui et l'accompagnement technique dont il a fait montre tout au long du processus.

Aussi, qu'il nous soit permis de souligner notre marque de sympathie et de considération à l'endroit des autorités tant civiles, politico- administratives que militaires, pour maintes facilités et l'esprit coopératif dont notre équipe a bénéficié, pendant les travaux.

Concernant la population de WALUNGU, notre partenaire de taille, nous manquons des termes pour qualifier le degré d'engagement et de dévouement que vous avez manifesté tout au long des travaux de terrain et pendant la tenue de l'atelier provincial. Puissiez- vous trouver ici, l'expression de profonde gratitude.

Enfin, à toute l'équipe d'animateurs affectée dans le Territoire de WALUNGU, nommément SAFANTO BULONGO, Facilitateur ; Claudine LUBUBI, Facilitateur-Adjoint ; Révérend Pasteur NAMEGABE, Rapporteur ; Fiston MAHESHE BAHATI, Superviseur.

Nous manifestons notre sentiment d'accomplissement et volonté manifeste pour cheminer à port ce travail.

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION.

1.1. ORIGINE DU PROJET.

La République Démocratique du Congo, notre pays, dispose d'exceptionnelles potentialités économiques (minerais, forêts, eaux, agriculture, élevage, pêche...) et humaines, mais se retrouve parmi les pays pauvres très endettés au monde.

Le PIB/habitant est estimé à moins d'un dollar américain par jour ; l'alimentation par habitant par jour est de 1.836 Kcal ; l'Espérance de vie à la naissance est de 50 ans (1999) ; le taux d'alphabétisation est de 65.3 %.

Les infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux,...) sont dans un état de dégradation très avancée surtout dans le monde rural.

Plusieurs programmes de développement ont été réalisés sans succès dans les années 1980 avec l'appui de la Communauté internationale. Tous ces programmes-, du reste ayant conduit à l'austérité criante- n'impliquaient pas la population bénéficiaire, de la phase de la conception à celle de la mise en œuvre, en passant par l'élaboration.

Depuis juillet 2001, la RDC s'est engagée dans le processus d'élaboration du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) devant conduire à certaines facilités pour la réduction de la pauvreté et la croissance. La toile de fond de ce document autonome (nouvelle alternative) demeure l'approche participative.

Le DSRP est donc ce document qui traduit la volonté politique des Autorités du pays à pouvoir lutter contre la pauvreté, ensemble avec toutes forces vives de la Nation.

A la lumière de ce qui précède, Les Consultations Participatives à la base, chercheront à comprendre les caractéristiques et les causes de la pauvreté en RDC, connaître les priorités des communautés de base pour leur propre développement car, elles sont appelées à participer activement (efficacement) dans le processus de

réduction de la pauvreté ; à déterminer les actions(appropriées et spécifiques) ayant dans leurs milieux respectifs, le plus d'impact sur l'amélioration de leurs conditions de vie.

Cette phase du processus, ambitionne d'obtenir au bout de la démarche (soit 3 mois de travail de terrain), « un Document de Stratégies de Réduction de la pauvreté pour Province du Sud-Kivu » : Résultante des Consultations Participatives menées auprès de communauté de base et des ateliers territoriaux sanctionnés par un atelier provincial de validation.

Pour la Province du SUD-KIVU, la réalisation du Projet a bénéficié de l'appui et l'accompagnement techniques du Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale (SERACOB en sigle) : Structure recrutée en février 2004, par le Ministère du Plan à travers l'Unité de Pilotage du Processus DSRP (UPPE-SRP).

1.2. PRESENTATION DES SITES.

Les Consultations Participatives dans le Territoire de WALUNGU ont porté sur cinq (5) sites (villages) : un échantillon par choix raisonné retenu sur base des informations spécifiques que chacun des villages présente.

L'analyse des Parties Prenantes au point 2.2. Éluclidera ce choix.

A cet effet, la présentation ci-après s'en suit sur les cinq (5) sites choisis :

- **Site 1. NSHESHA/ WALUNGU-CENTRE**

C'est un village situé au centre du territoire. Il est le chef-lieu du territoire et fait partie du groupement de WALUNGU. Ce village s'est peuplé suite à la création de la paroisse de WALUNGU, en 1954, à la construction de son hôpital.

Le Roi NDATABAYE y joua un rôle important lorsqu'en 1964, il combattit avec acharnement la rébellion Muleliste en provenance d'Uvira et Maniema. De ce fait, une frange importante des populations se sécurisa et y trouva asile.

De 1965 à 1970, la famine menace la Chefferie, si bien que le Mwami sensibilise le gouvernement central et les missionnaires belges Catholiques pour soulager la misère de la population. Une fois encore, le Chef-lieu du Territoire sera davantage peuplé.

Néanmoins les deux guerres de 1996 et 1998 obligent le Mwami à vivre dans la clandestinité. MUDUNDU 40 qui s'allie aux agresseurs est à ses trousses, malmène la population. Pendant ce temps, les missionnaires, les opérateurs économiques et les médecins prennent fuite.

Suite à la mutinerie de MUDUNDU 40 contre la rébellion du RCD, les troupes rwandaises détruisent les infrastructures socio-économiques de la place et la population est contrainte de se déplacer. Le retour progressif de la population a coïncidé avec les travaux de Consultations Participatives dans cette partie du Territoire de WALUNGU.

- **Site 2. MUKU/ KAMISIMBI**

Situé à l'Est du territoire à la limite avec la ville de Bukavu, non loin de Mudusa, ce site fait partie du groupement de Kamisimbi. Muku a été créé par les missionnaires américains Protestants en 1951 et la Plantation Irabata/ CELZA, lors de la révolte des chrétiens contre ces missionnaires. Si bien que Muku passe sous contrôle de la 3^{ème} Communauté Baptistes au Centre de l'Afrique.

Grâce aux fonds fournis par des organisations philanthropiques (UEM & EZE), Muku connaîtra un développement car, trois écoles y seront construites (E.P. Muku, Institut MUKU et Institut Technique Agricole de Kamissimbi) et un Centre hospitalier.

Seulement, l'afflux de réfugiés Rwandais en 1994, les deux guerres de rébellion (1996 et 1998), les attaques des Interahamwe et Mudundu 40 détruisent

respectivement l'environnement, saccagèrent les infrastructures et pillèrent les bétails dans le village.

Les Consultations ont été menées lorsque Muku se reconstruisait avec les moyens de locaux.

- **Site 3. MUCHINGWA / KAZIBA**

Ce site est situé dans la deuxième collectivité- chefferie dénommée Kaziba et compte 15 groupements.

C'est un village créé par les missionnaires norvégiens en 1922. Dès lors en 1960, un hôpital fut créé et autour duquel gravitent des habitations en briques. Cependant, les turbulences de 1960 ont contraint les missionnaires à quitter provisoirement pour y revenir en 1962. La rébellion de 1964 a empêché le contact de Kaziba avec l'extérieur.

Dès 1970, la réputation de l'hôpital a fait parler de Kaziba, en dépit du fait que la plupart de ses notables ont élu domicile à Bukavu où ils mènent avec maîtrise un commerce florissant. Le produit de ce commerce a permis d'améliorer l'habitat et le niveau de vie de la population locale.

Malheureusement les deux guerres récentes ont, non seulement occasionné des massacres, mais aussi détruit plusieurs maisons. Cette situation a conduit les missionnaires à quitter le lieu en abandonnant l'hôpital et autres services de développement du coin.

Afin de protéger la population contre de nombreuses incursions des Combattants Mayi-Mayi, Banyamulenge et Interahamwe, l'ancien gouverneur KATINTIMA avait enrôlé de nombreux jeunes dans une milice. C'est ainsi que le phénomène « Enfants soldats » prend de proportion inquiétante pendant que la circulation d'armes à petit calibre se porte à merveille.

Depuis, Kaziba a régressée et la pauvreté aggravée.

- **Site 4. MUNYA / NYANGEZI**

C'est un village situé au sud de la Province du Sud Kivu, plus précisément au bord de la route, à 22 Km, en direction du territoire d'UVIRA.

- **Site 5. MULENDE / NYANGEZI**

Site situé dans le groupement de Nyangezi. Il est en retrait du centre du groupement et présente d'autres particularités par rapport aux villages proches de la route principale Bukavu-Uvira.

Commentaire :

Nyangezi est la partie du Territoire de WALUNGU qui fut créé par les missionnaires allemands vers la fin du 19^e Siècle pour arrêter la progression des Arabes dans les montagnes de Bushi.

Vers 1905, des missionnaires belges venus de Beaudouinville(MOBA) ont remplacé les Allemands suite aux conclusions de la Conférence de Berlin. C'est à cette époque que commence l'évangélisation de Nyangezi. Le groupe scolaire des frères maristes connut une montée appréciable avec la première réglementation scolaire de 1924 grâce à laquelle la colonie créa et construisit des écoles dont la gestion est confiée aux missionnaires catholiques belges.

Ainsi Nyangezi fut le lieu où les enfants des Roi « Bami » étudiaient, c'est le cas de KIGERI V, de MUGANGA et de NDATABAYE WEZA II.

Seulement, un certain nombre d'événements ont pesé sur l'essor de Nyangezi à savoir :

- Le massacre de la population en janvier 1961, au cours duquel le centre commercial fut détruit ;
- La rébellion muleliste avec la fameuse bataille de Kamanyola (à 10 Km de Nyangezi) ;

- La guerre d'octobre 1996 au cours de laquelle, les Banyamulenge venus d'une part de Kaziba et d'autre part de la plaine de la Ruzizi, appuyés par l'APR tuèrent beaucoup de gens ;
- L'occupation rwandaise a fait de Nyangezi, le champ de bataille des milices Mayi-Mayi, Interahamwe, RCD et l'armée rwandaise.
- La dernière guerre de Bukavu, du 26 mai au 8 juin 2004, après laquelle, MUTEBUTSI et ses hommes s'emparèrent de Nyangezi, dans le but d'y former leur dernière résistance à partir de Kamanyola, avant de prendre fuite au Rwanda, suite à la farouche riposte des troupes gouvernementales.

Les Consultations Participatives dans cette partie ont commencé, lorsque les populations qui s'étaient repliées sur les montagnes ont regagné petit à petit leurs habitations de Nyangezi. A cette époque, la population était habitée par la peur de connaître une nouvelle invasion de la RDC par le Rwanda, en passant par Nyangezi. Signalons que la Rivière Ruzizi sépare Nyangezi, dans sa partie Est du Rwanda.

1.3. ORGANISATION DU RAPPORT.

Le présent rapport est la résultante du processus de Consultations Participatives dans le Territoire de WALUNGU. Il planche, pour l'essentiel, sur neuf (9) chapitres précédés d'un avant-propos.

- Le Premier Chapitre aborde les éléments introductifs rappelant l'origine du projet et la présentation des sites ayant fait l'objet des consultations.
- Le Deuxième Chapitre se base sur la « Méthodologie du travail ». Ce chapitre, aussi capital qu'il puisse l'être, fixe les directives à observer dans la conduite des Consultations.
- Le Troisième Chapitre traite de « Perceptions locales de la pauvreté, Vulnérabilité et bien-être ». Ce chapitre donne la quintessence du concept « pauvreté » telle que perçue par la population de WALUNGU.

- Le Quatrième Chapitre intitulé « Moyens de subsistance » permet de s'imprégner sur les sources majeures de revenus de la population de WALUNGU. L'on se préoccupe de cerner le potentiel dont dispose la contrée en terme de valeur ajoutée à la province.
- Le Cinquième Chapitre cerne les « Services sociaux et infrastructures ». Il s'agit grosso modo de présenter explicitement un état des lieux de ces services et infrastructures au regard de la pauvreté qui sévit ce Territoire.
- Le Sixième Chapitre jette un éclairage sur la problématique de « Paix et Gouvernance » dans un contexte de crise multiforme que connaissent le Territoire de WALUNGU et sa population. C'est un chapitre très important, renfermant des informations salutaires et déterminantes pour l'avenir et le devenir de la population de cette contrée.
- Le Septième Chapitre projette les « Visions pour la réduction de la pauvreté » telles que le souhaite librement la population de WALUNGU. Il est question de rêver d'un Territoire de WALUNGU qui réunirait un minimum de conditions de vie, pour prétendre réellement réduire et, au terme du processus, éradiquer la pauvreté dans le Territoire de WALUNGU.
- Le Huitième Chapitre brosse de « Stratégies pour la réduction de la pauvreté », une manière de dire comment concrétiser (matérialiser) les idées -forces contenues dans le Septième Chapitre. L'on se préoccupe de savoir par qui et avec qui se fera la prise en charge (l'appropriation) du processus de réduction de la pauvreté dans le Territoire de WALUNGU ? Quels mécanismes mettre en place pour suivre le progrès du processus ?
- Enfin, le Neuvième Chapitre dénommé « Conclusion Générale », récapitule d'abord les points saillants des conclusions partielles de huit chapitres précédents et présente en suite, les Annexes du rapport composées des listes de présence et appendices.

CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE

2.0. INTRODUCTION

Dans le but d'amener les communautés de base concernées par les Consultations Participatives, à l'appropriation du processus, l'équipe d'animateurs a opté pour une méthodologie participative.

En effet, une collaboration tout azimut a guidé le comportement des parties en présence. Partant des autorités politico-administratives et coutumières aux militaires et populations civiles, chaque partie prenante a fait preuve d'intérêt et d'engagement fort remarquables.

Concrètement, l'équipe d'animateurs a mis en contribution le savoir-faire des populations consultées, dans la mise en pratique de certains outils dont l'élaboration de la carte sociale, la description de la coupe transversale, le remplissage de la matrice de planification, ainsi que dans la connaissance du milieu avec l'usage de l'aperçu historique et l'histoire de vie.

De plus, étant donné que l'approche de consultations à consister à déterminer un échantillon par choix raisonné de 20 personnes par village consulté (au total 100 pour les 5 villages), il a été adjoint à celui-ci, 15 autres personnes de villages non-consultés, notamment au cours de l'atelier territorial, toujours dans l'optique de se rapprocher davantage de la représentativité et des spécificités propres à chaque Territoire.

C'est de cette manière qu'il a été possible d'appréhender les caractéristiques, déterminants, causes et autres informations devant permettre de dégager le profil de la pauvreté dans la Province du SUD-KIVU et par ricochet l'élaboration du Document Final des Stratégies pour Réduction de la Pauvreté en République Démocratique du Congo.

2.1. COMPOSITION DE L'EQUIPE

Après avoir été recrutées et formées, cinq (5) personnes sélectionnées composaient l'équipe de Consultations Participatives dont la nomenclature se présente comme suit :

- Superviseur : Fiston MAHESHE BAHATI
- Facilitateur : SAFANTO BULONGO
- Rapporteur : Révérend Pasteur NAMEGABE
- Facilitateur Adjoint : Claudine LUBUBI
- Rabatteur : Déogratias ZIHALIRWA

2.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

D'entrée de jeu, il faut préciser que dans un contexte particulier de la guerre, (Territoire de WALUNGU retenu comme zone opérationnelle) l'imperium et l'effectivité du pouvoir sont concentrés par les groupes armés. Les personnes physiques influentes et importantes se réservent face à l'attitude de gâchette facile propre aux éléments armés incontrôlés. De ce fait, l'administration véritable comme les forces vives ou autres opérateurs sont anéantis.

Si bien qu'en rapport avec la problématique de la pauvreté, l'équipe MARP de WALUNGU s'est résolue dans l'analyse des parties prenantes, de cibler – ensemble avec les autorités politico- administratives, militaires et coutumières- des personnes répondant au critérium retenu, selon leurs attentes (intérêts) et potentiels dont elles disposent dans le processus de lutte contre la pauvreté. Il s'agit des critères ci-après :

- Etre une personne vivant réellement la pauvreté au quotidien, donc importante dans le processus ;
- Etre une personne détenant une parcelle de pouvoir d'influence pouvant mettre en péril la paix dans la contrée et compromettre le processus de lutte contre la pauvreté. ;

- Etre une personne véritablement vulnérable, ayant une forte probabilité d'être affectée par la pauvreté.

A la lumière de ce critérium, l'équipe MARP a eu à consulter les personnes faisant partie des catégories ci-après :

- Les chômeurs (jeunes, hommes et femmes) ;
- Les sentinelles ;
- Les responsables des églises Catholique et Protestante ;
- Les enseignants ;
- Les vendeurs (commerçants) ;
- Les grands planteurs (responsable de la plantation GOMBO) ;
- Les éleveurs ;
- Les apiculteurs ;
- Les moniteurs agricoles et agronomes;
- Les Fonctionnaires de l'Etat ;
- Les autorités politico-administratives et coutumières ;
- Les responsables des partis politiques ;
- Les responsables des ONGD et des droits humains ;
- Les artisans (briquetiers) ;
- Les paysans sans terres ;
- Les personnes avec handicap physiques ;
- Les militaires ;
- Le Personnel de santé (infirmiers/ infirmières)
- Les élèves.

2.3. METHODES DE LA CONSULTATION UTILISEES

Eu égard au temps imparti pour les Consultations sur chaque site, il a été nécessaire de faire appel au flair et au sens de flexibilité des animateurs notamment en usant des techniques et outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP).

Selon le cas, il s'est avéré impérieux d'adapter à l'une ou l'autre circonstance, les outils et techniques appropriés, entre autres :

- Observation directe ;
- Carte sociale ;
- Coupes transversales ;
- Interviews Semi-Structurées (ISS) ;
- Les Arrangements (Arrangement par préférence, Arrangement par matrice Territoire de WALUNGU, l'équipe d'animateurs a fait usage d'arrangement par ordre de richesse et d'importance).En ce qui concerne les Consultations Participatives dans le
- Calendrier saisonnier ;
- Matrice de Planification

2.4. TERRITOIRE ET CHOIX DES SITES

2.4.1. TERRITOIRE DE WALUNGU

Préambule :

Ancien poste d'Etat du Territoire de Kabare à l'époque coloniale, WALUNGU fut créé en Territoire autonome par ordonnance présidentielle n°65-221 du 3 mai 1967. Sa superficie est de 1.800 Km², avec une densité de 288 habitants par Km², pour un total de 518.715 habitants.

Il est composé de deux Collectivités-chefferies dont KAZIBA et NGWESHE.

Pour raison d'efficacité administrative, 9 postes d'Etat ont été créés en Territoire de WALUNGU. Il s'agit de : Lutunkulu, Mobone, Rubimbi, Mushinga, Lurhala, Ikoma, Nyangezi, Kaziba et Kamanyola.

Il est limité au :

- Nord : par le Territoire de Kabare,
- Sud : par le Territoire de Mwenga,

- Est : par la Collectivité de Bufulero et le Territoire d'Uvira, la rivière Ruzizi et les Républiques sœurs du Rwanda et du Burundi
- Ouest : par les Territoires de Kabare et Shabunda

Il est à noter que ses limites naturelles sont constituées par des cours d'eau et des chaînes de montagnes.

Le Territoire de WALUNGU est parmi les plus peuplés du Sud-Kivu et habité par deux (2) tribus dont notamment les « SHI » en majorité écrasante et les « REGA » en très petite minorité dans les deux Collectivités, tandis que la minorité REGA habite uniquement le groupement de Mulamba en Collectivité-chefferie de Ngweshe.

Description des Collectivités-Chefferies de KAZIBA et de NGWESHE

1. La Collectivité- chefferie de KAZIBA

La Collectivité-chefferie de Kaziba est le milieu qui a connu l'évangélisation des missionnaires protestants depuis 1952. Elle est à cheval avec le Territoire d'Uvira par les hauts plateaux.

Elle est créée par l'Edit n°4 du 19 octobre 1961() de l'assemblée provinciale du Kivu.

Elle est subdivisée en 15 groupements formés de 54 localités. Sa superficie est 195 Km2. Elle est administrée par le chef de collectivité CHIMANYE II KABONWA et 15 chefs de groupement.

La dynamique de lutte contre la pauvreté à Kaziba revêt plusieurs formes. Le dialecte « Mashi » a connu de modification sur le ton majeur qui a influencé son choix dans les Consultations Participatives.

2. La Collectivité-chefferie de NGWESHE

La Collectivité-chefferie de Ngweshe est une entité administrative décentralisée conformément à l'ordonnance-loi n° 82-006 du 25 février 1982, portant organisation

territoriale, politique et administrative de la République, en son article 124, définissant la Collectivité-chefferie comme étant « un ensemble généralement homogène des communautés traditionnelles organisées sur base de la coutume et ayant à sa tête un chef coutumier et investi par les pouvoirs publics ».

La Collectivité-chefferie de Ngweshe fut reconnue par décision n°54 du 20 octobre 1920 du Commissaire de District, Monsieur Beau de Ghiuste et complétée par celle du 23 septembre 1944 du Commissaire de District, Monsieur Ryck.

Elle est dirigée par le Mwami NGWESHE XV- WEZA III Pierre Jean-Marie Joseph NDATA BAYE- MHIGIRWA.

Carte géographique

Située en Territoire de WALUNGU, dans la Province du Sud-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo, la Collectivité-chefferie de Ngweshe a comme limites (cfr. Carte et documents ad hoc).

- Au Nord : la Chefferie de Kabare,
- A l'Est : la rivière Ruzizi, depuis la Nyakamirwe jusqu'à la Luvinvi,
- Au Sud : les chefferies de Bufulero, Kaziba, Lubwinja, Burhinyi, Bakisi
- A l'Ouest : la chefferie de Ninja

Population

Eu égard au tout dernier recensement scientifique de 1987 et tenant compte de la croissance démographique dans la collectivité de Ngweshe, sa population est actuellement estimée à plus ou moins 600.000 habitants, soit une densité moyenne de 372 habitants au Km² pour une superficie totale de 1. 604 Km².

Aucun recensement fiable des populations n'a plus été effectué jusqu'à nos jours étant donné les perturbations socio-politiques et même économiques qui ont été entraînées d'abord par l'initiation impérative au processus de démocratisation en

Afrique suivie de l'afflux et du séjour prolongé des réfugiés Rwandais et Burundais dans notre pays, ensuite par les troubles dus aux rebellions de l'AFDL et du RCD.

La population de la Collectivité-Chefferie de Ngweshe est répartie entre 16 Groupements subdivisés en 15 Sous-Groupements et 527 localités.

Situation climatique

Le climat de la Collectivité-Chefferie de Ngweshe, toujours tempéré, est favorable à l'agriculture tant vivrière qu'industrielle. Les cultures vivrières les plus dominantes sont : la patate douce, le haricot, le sorgho, la banane, le maïs, la pomme de terre... tandis que les cultures industrielles sont le Thé et le Quinquina, pratiquées par des Sociétés agro-industrielles.

Climatologie du territoire.

De vocation agro-pastorale, le Territoire de WALUNGU connaît deux climats :

- Un climat froid s'étendant du mois de septembre à mai et,
- Un climat chaud qui s'étend de mai à septembre.

Le Territoire de WALUNGU, avec ses coordonnées géographiques 2° 27' et 3° de latitude sud, 28° 18' et 29° 02' de longitude Est (cfr carte en annexe), connaît un climat subtropical humide caractérisé par l'alternance de deux saisons ; la saison pluvieuse étant la plus longue allant du 15 septembre au 15 mai généralement.

La température moyenne du mois le plus chaud est de 25°C et la température moyenne du mois le plus froid est de 18°C. Les températures mensuelles varient entre 15 et 25° C, tandis que les précipitations annuelles varient entre 900 et 1.500 millimètres.

Relief et hydrographie.

Son relief est accidenté et son altitude varie entre 1.000 et 2.500 mètres selon que l'on se trouve à Kamanyola ou à Mulumemunene. L'aspect physique de la zone présente trois (3) variantes : les montagnes, les collines, les plaines et marécageuses. Les sommets les plus élevés sont :

- Bisunzu au Nord-Est avec 2.520 m d'altitude ;
- Hongo au Sud-Est avec 2.333 m d'altitude.

Les grandes rivières qui arrosent le Territoire de WALUNGU sont Ruzizi, Luvuvi, Ulindi et Ludubo. Les petites sont Nshesha, Mugaba, Lunzizi, Mayi-Mingi et qui changent de nom selon les plaines ou les marais qu'elles traversent.

Végétation, pédologie et géologie.

Elle est principalement constituée des savanes herbeuses, des boisements d'Etat et quelques réserves forestières. Ces boisements et réserves forestières sont régulièrement détruits par la population environnante en quête de bois de chauffe et de construction. D'autres espaces déboisés servent de champs de cultures vivrières compte tenu de la forte explosion démographique.

Le Territoire de WALUNGU connaît un sol argilo-sablonneux et présente une usure prononcée. Ce sol est acide et donc peu fertile car, il appartient à la catégorie des sols dits latéritiques (croûte ferrugineuse) et ne sont pas généralement bons pour les cultures.

Les faibles étendues marécageuses ont un sol fertile à cause de l'apport sédimentaire des organismes en place et des alluvions par rivières et érosion hydrique pendant la saison de pluie.

Sur le versant, les sols sont régulièrement érodés et la diminution de leur valeur agricole est extrêmement rapide. Les pieds de collines et des montagnes exposent une accumulation des alluvions.

Compte tenu de la topologie et du climat, le sol contient des ressources du sous-sol telles que : l'or, le fer, le Wolfram et l'étain.

Données socio-culturelles.

Le Territoire de WALUNGU est habité en majeure partie par les populations « Bashi » parlant la langue « Mashi ». Chaque famille élargie possède son lopin de terre qu'elle exploite et défend collectivement.

Les Bashi sont attachés aux travaux de terre et de l'élevage. Le souci constant des Bashi est constamment porté sur la possession, la défense et l'entretien de troupeaux nombreux et sélectionnés, sur la mise en valeur de coins de terre ou de parcelles privées, attribuées par un pouvoir à net caractère.

La succession au pouvoir coutumier respecte le système de parenté patrilinéaire.

Administration du territoire.

Une structure administrative civile existe dans cette contrée. Aujourd'hui, l'Administrateur du Territoire représente le Gouvernement, secondé de deux Assistants. Ces derniers sont chargés des affaires politiques, administratives et économiques du Territoire.

Les chefs de collectivités, les « Bami » sont directement responsables de leurs entités coutumières. Au niveau local, les chefs de localités sont responsables de leurs groupements, de villages devant leurs chefs de collectivités.

Administration des populations dans le territoire de WALUNGU

- CADRE TERRITORIAL

N°	Grade	Effectif organique	Effectif budgétaire 2003	Effectif réel
1	C.D.	1	1	1
2	C.B.	4	4	4
3	ATB.1	7	7	7
4	ATB.2	8	8	5
5	AGB.1	36	36	36
6	AGB.2	03	03	03
7	A.A.1	02	02	02
8	A.A.2	-	-	-

- Légende :

- C.D. : Chef de Division
- C.B. : Chef de Bureau
- ATB.1 : Attaché de Bureau 1^{ème} Classe
- ATB.2 : Attaché de Bureau 2^{ème} Classe
- AGB.1 : Agent de Bureau 1^{ème} Classe
- AGB.2 : Agent de Bureau 2^{ème} Classe
- A.A.1 : Agent Auxiliaire 1^{ème} Classe
- A.A.2 : Agent Auxiliaire 2^{ème} Classe

- Mouvement des Agents et manière de servir

Etant donné l'insécurité croissante dans le Territoire de WALUNGU, le mouvement des Agents et Fonctionnaires de l'Etat a été presque inexistant, à l'exception de la Police Nationale Congolaise.

Certains Agents ont même abandonné leurs postes à cause de l'insécurité et hostilité des groupes armés pour se réfugier à Bukavu ou au Chef-lieu du Territoire. Il en est

de même de certains Chefs de Groupements de la Collectivité-Chefferie de Ngweshe qui se trouvent actuellement en refuge à Bukavu.

Fonctionnement

a) Bâtiments Civils

1. Maisons d'habitation

N°	Occupant	lieu	observation
01	Administrateur/ Territoire	WALUNGU	Détruite complètement par les militaires pendant la guerre
02	Commandant PNC	WALUNGU	Mauvais état
03	Administrateur Assistant	WALUNGU	Détruite complètement
04	Inspecteur Agricole	WALUNGU	Détruite complètement
05	Agronome Territoire	WALUNGU	Détruite complètement
06	Secrétaire Agricole	WALUNGU	Détruite complètement
07	Agronome de Collectivité	WALUNGU	Détruite complètement
08	Chef de poste	Lurhala	Assez Bon
09	Administrateur Assistant Résident	Nyangezi	Assez Bon
10	Agronome de Secteur	Nyangezi	Assez Bon
11	Gardien de Prison	Nyangezi	Assez Bon
12	Chef de Secteur / Environnement	Nyangezi	Assez Bon
13	Surveillant Prison	Nyangezi	Assez Bon
14	Postier	Nyangezi	Assez Bon
15	Commandant Militaire	Nyangezi	Assez Bon
16	Agronome	Lurhala	Détruite complètement
17	Chef de Poste	Burhale	Détruite complètement

2. Bureaux Administratifs

N°	Occupant	Lieu	Observations
1	Bureau du Territoire	WALUNGU	Mauvais état
2	Bureau Inspecteur Agricole	WALUNGU	A réparer (Carreaux, ciment, portes, serrures...)
3	Bureau TP/AT	WALUNGU	Détruite complètement
4	Prison et Bureaux de Prison	WALUNGU	Mauvais état
5	Bureau Chef de Poste	Lurhala	Assez Bon
6	Bureau Administrateur Assistant Résident	Nyangezi	Assez Bon
7	Prison vétérinaire	Nyangezi	Mauvais état
8	Laboratoire Vétérinaire	WALUNGU	Assez Bon
9	Abattoir Vétérinaire	WALUNGU	Assez Bon
10	Abattoir Vétérinaire	WALUNGU	Bon état
11	Gîte d'Ikoma transformé en bureau du Poste d'Etat	Ikoma	Assez Bon
12	Gîte de Mushinga transformé en bureau du Poste d'Etat	Mushinga	Assez Bon
13	Bureau de la Police	Nyangezi	Assez Bon

3. Gîtes d'étapes :

- Gîte de Nduba : Assez Bon
- Gîte de Mulamba : Détruit
- Gîte de Kaniola : Détruit
- Gîte de Kashenyi : Détruit

4. Formations médicales

- L'Hôpital de Référence de Nyangezi, cédé aux Œuvres Médicales Diocésaines.

5. Dispensaires de l'Etat ou Centres de santé :

- Nyangezi
- Lurhala
- Kamisimbi
- Kaniola
- Lubona
- Rupimpi
- Mulamba
- Ikoma

6. Ecoles officielles

- E.P. SHIBIKISHO à Burhale
- E.P.O. II WALUNGU
- E.P. MAKAMPA à Kaziba
- Institut MAKAMPA à Kaziba
- I.T.M./ Uzima à WALUNGU
- I.S.T.M./ WALUNGU à WALUNGU
- Foyer Social : Néant
- Ecoles Maternelles : Néant

b) CHARROI AUTOMOBILE :

Inventaire du charroi :

- Une épave du LAND ROVER COUNTY qui a été déplacé par les Forces M40 à Burhuza
- Pièces détachées : Néant
- Carburant et Lubrifiant : Néant

Routes et Ponts :

Il y a 3 catégories de route :

- Routes d'intérêt général : 142 Kms
- Routes d'intérêt national : 42 Kms
- Routes de desserte agricole : 264 Kms

1) Routes d'intérêt général :

- De Bishalale à Kadubo : 68,5 Kms, en mauvais état
- De Burhale à Nzibira : 28 Kms en mauvais état
- De Nzibira à Mayimingi : 22,5Kms en mauvais état et impraticable
- De Nyangezi à Kamanyola : 23 Kms.

2) Routes d'intérêt national :

Nyangezi-Chibeke 42 Kms en mauvais état

c) Routes de desserte agricole :

- WALUNGU- Kaniola : 38 Kms, en mauvais état
- WALUNGU- Ikoma : 14 Kms, en mauvais état
- Mugogo- Kakono : 21 Kms, en mauvais état
- Butuza- Lukayo- Kaduko : 17 Kms, en mauvais état
- Nyangezi-Mubuga : 27 Kms, en mauvais
- Kaziba-Mubuga : 5Kms, en bon état
- Cibanda- Cihumba- Lukube : 8 Kms, en bon état
- Chaminyage-Luntukulu : 18 Kms, impraticable
- Chibeke-Muzinzi : 4Kms, en mauvais état
- Chidaho- Kamisimbi : 6Kms, en mauvais état
- Mubone- Muzinzi : 3Kms, en mauvais état
- Kadaka- Muzinzi : 4Kms, en mauvais état
- Mushinga-Kadubo : 12 Kms, en mauvais état
- WALUNGU-Burhale : 14 Kms, en mauvais état
- Mwegerera- Burhuza : 3 Kms, en mauvais état
- Kashanja-Irongo : 18 Kms, en mauvais état
- Mwirama- Kaniola : 12 Kms, en mauvais état
- Mugogo- Musiru- Kaziba : 40 Kms, en mauvais état

*** Ponts : Routes d'intérêt général :**

N°	Désignation	Localisation	État	Observation
01	Bishalalo	15 Kms de BKV	Bon état	Définitif
02	Kidodoro	25Kms	Bon état	Métallique
03	Nyakahule	35Kms	Bon état	Planches
04	Chisheke	36 Kms	Mauvais état	Métallique + Planches à construire
05	Kaboza	39Kms	Bon état	Armeco

06	Kashanja	40Kms	Bon état	Planches
07	Gombo	46Kms	Mauvais état	Planches à reconstruire
08	Kiko	54Kms	Mauvais état	Planches à reconstruire
09	Gombo II	57Kms	Bon état	Définitif
10	Lwihiro	59Kms	Bon état	Planches
11	Mukungu	71Kms	Bon état	Planches
12	Kadubo	83Kms	Mauvais état	Planches à reconstruire
13	Nshesha	62Kms	Mauvais état	Planches
14	Kamiha	72Kms	Mauvais état	Planches
15	Namugengula	74Kms	Mauvais	Planches
16	Lujimpi	83Kms	Mauvais état	Planches
17	Mayimigi	101Kms	Mauvais	Planches
18	Lushamwa	23Kms	Bon état	Planches
19	Mayimoto	25Kms	Bon état	Planches
20	Shengezimu	32Kms	Mauvais état	Planches
21	Luvinvi	50Kms	Bon état	Planches
22	Kakono	31Kms	Mauvais état	Planches
23	Chibangu	36Kms	Bon état	Planches
24	Luhorhé	38Kms	Mauvais état	Planches

*** Ponts sur Routes d'intérêt local**

25	Mupimpi	6 ms de longueur	En Bon état	Planches
26	Mupira	6ms de longueur	En Bon état	Planches
27	Nahimpi	5ms de longueur	En Bon état	Planches
28	Karhwabulanga	4ms de longueur	En Bon état	Planches
29	Kiko	5ms de longueur	En Bon état	Planches
30	Budodo	4ms de longueur	En Bon état	Planches
31	Kazinzi	5ms de longueur	En Bon état	Planches
32	Nshesha	4ms de longueur	En Bob état	Planches
33	Kadubo	11ms de longueur	En Mauvais état	Planches
34	Luntukulu	12ms de longueur	En Mauvais état	Planches
35	Mulalwa	6ms de longueur	En Bon état	Planches
36	Gombo III	8 ms de longueur	En Bon état	Planches
37	Kahungwe	5ms de longueur	En Bon état	Planches
38	Muzinzi	6ms de longueur	En Bon état	Planches
39	Kaluluma	6ms de longueur	En Bon état	Planches
40	Kagogo	5ms de longueur	En Bon état	Planches

41	Kasise	7ms de longueur	En Bon état	Planches
42	Cibaya	4ms de longueur	En Bon état	Planches
43	Muzinzi	5ms de longueur	En Bon état	Planches
44	Mugaba	8ms de longueur	En Bon état	Planches

Commentaire :

Le pont Chisheke est situé à 36 Km de Bukavu sur la Route Nationale Bukavu-WALUNGU- Mwenga- Shabunda. Ses dimensions sont de 24 m de longueur sur 5m de largeur. A l'entrée de ce pont, du côté de la localité d'IkuluKi, les rails sont déjà détachés du mur qui les soutient. Une trace de coupure de la route est déjà visible et présente un danger pour les automobilistes et même les passants. Les planches des bandes de roulement sont usées, dispersées et d'autres tombent dans l'eau.

En conclusion, toutes les routes sont en mauvais état.

C) TERRES :

Les terres cédées :

Ce sont des terres que les Chefferies avaient cédées définitivement à l'Etat moyennant paiement d'indemnité dite Rachat de droits grevant ces terrains. Ceux-ci ont servi à l'érection des édifices publics et des centres commerciaux.

Les terres concédées :

Ce sont des terres que les Chefferies ont cédées aux privés comme Plantations, surtout aux colons européens. Ces derniers ont dupé l'Autorité coutumière par des petits cadeaux. C'est comme s'ils les avaient eues gratuitement.

Actuellement, nombre de ces plantations bien qu'acquis par des Congolais lors de la Zaïrianisation, sont en état d'abandon. Il serait mieux de les répartir à la population pour sa subsistance.

*** Conflits de terre :**

Aucun conflit de terre saillant n'existe en Territoire de WALUNGU. Des cas de spoliations de champ d'autrui surgissant, sont tout de suite tranchés par les tribunaux coutumiers. Ces conflits sont dus à l'explosion démographique en Territoire de WALUNGU et la terre étant le seul patrimoine que les parents lèguent à leurs postérités.

D) JURIDICTIONS COUTUMIERES :

*** Nombre des juridictions**

Subdivisions administratives	Tribunal de Territoire	Tribunaux de Police	Tribunaux Principaux	Tribunaux Secondaires	Total
Territoire/ WALUNGU	01	01	-	-	02
Collectivité/ Ngweshe	-	01	05	16	22
Collectivité Kaziba	-	01	01	01	03
Total	01	03	06	17	27

ORGANES DELIBERANTS

L'ordonnance-loi n°87-002 du 7 janvier 1987, dans son chapitre XXI, instituait les Conseils des Collectivités comme organes délibérants.

Pour les Provinces test de l'Est du pays, à savoir, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema, ces organes ont été dissous peu avant l'expiration du mandat légal.

Ce faisant, les Collectivités-Chefferies de Ngweshe et de Kaziba fonctionnent conformément aux mesures d'application de la loi, avec les Conseils Administratifs composés des Chefs de Groupements qui étaient, de droit, membres des Conseils dissous.

SITUATION POLITIQUE

Il sied de rappeler que depuis que depuis certaines années, le Territoire de WALUNGU ne dispose pas des rapports annuels sur ces deux Collectivités-chefferies. Cela se justifie par les perturbations d'ordre politique renforcées par la présence massive, au pays et plus particulièrement des réfugiés, Rwandais et Burundais, fuyant en 1994 les guerres qui sévissaient dans leurs pays respectifs.

Les réfugiés dont plusieurs militaires armés, furent, en fait, installés, par le HCR avec l'accord de l'ancien régime, dans plusieurs coins, surtout de la Collectivité-Chefferie de Ngweshe sans consultation préalable de l'autorité foncière.

Ainsi, plusieurs sites d'hébergement des réfugiés furent créés dans les Groupements de Burhale, Kamissimbi, Kaniola, Karhongo, Kashenyi, Lurhala, Mulamba et WALUNGU, au départ pour un effectif de 101.340 personnes, soit, alors le 1/3 de la population autochtone.

Par la suite, faute de statistiques (fiabiles), il n'a plus été possible de connaître l'évolution de cet effectif des réfugiés, le HCR s'étant réservé le recensement à l'intérieur des champs, sans aucune collaboration avec les services de la Chefferie.

Il est à noter que la Collectivité-Chefferie de Ngweshe n'avait cédé aucun terrain pour cette cause. Seuls des privés, tel que la PHARMAKINA, les églises Protestantes et des propriétaires particuliers ont loué leurs terrains, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), dans l'espoir de se voir indemnisés en contrepartie. C'est dans ce contexte que l'ONU réquisitionnera les Contingents zaïrois pour la Sécurité des camps (CZSC) dans la Division Spéciale Présidentielle (DSP), pour les installer dans les sites implantés.

Ces réfugiés et les militaires bénéficièrent, tout leur séjour durant, des vivres et assistances diverses mais n'arrêtèrent pas, de s'approvisionner en produits vivriers locaux déjà insuffisants pour la population de Ngweshe abandonnée à son triste sort.

En effet, l'assistance alimentaire dont bénéficiaient ces premiers ne répondait pas à leurs habitudes alimentaires. Par ailleurs, comme ils recevaient beaucoup d'argent du HCR, ils envahissent nos marchés, en quête des produits conformes à leur goût, ce qui a cassé, vers la hausse, les prix des produits vivriers.

Il importe de noter que malgré ce nombre d'étrangers réfugiés sur son territoire, la Collectivité-Chefferie de Ngweshe n'a bénéficié d'aucune intervention du HCR, ni par l'assistance alimentaire, ni par le financement des mini-projets de réhabilitation.

En octobre 1996, alors que la population de Ngweshe était quasi-asphyxiée par des tourbillons de tous ordres, les troubles de rébellions furent déclenchés par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération (AFDL), et jusqu'en mai 1997 lors de la prise du pouvoir par ladite alliance.

De plus, des nouveaux combats engagés par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) le 2 août 1998, n'ont fait qu'alourdir les dégâts enregistrés dès lors que les étrangers continuèrent de s'installer sur ce Territoire.

Ces différentes bandes armées et réfugiés sont aujourd'hui la source d'instabilité dans cette partie de la République.

SITUATION ECONOMIQUE :

D'entrée de jeu, il sied de préciser que la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) n'existe pas en Territoire de WALUNGU. Chaque centre commercial ou de négoce a tout simplement un chef de centre.

Fort de cette réalité, aucun effort de développement n'a été consenti sur le plan local. C'est plutôt au niveau de la Province que la FEC a instauré un système de payage route sur la route Nationale II allant de Bukavu à Mwenga et Shabunda via WALUNGU. Malheureusement cet argent n'a servi qu'à entretenir le tronçon routier Bukavu-Bishalale en territoire de Kabare. Toute fois, le territoire a placé une équipe des cantonniers sur la Nationale II, tronçon Kahembarhi-Burhale munis de bêches, pioches et brouettes.

- Concernant le commerce, le territoire compte un certain nombre de centres commerciaux notamment :

<i>WALUNGU</i>	<i>Bideka</i>	<i>Burhuza</i>	<i>Mugogo</i>
<i>Kashanja</i>	<i>Kaniola</i>	<i>Musiku</i>	<i>Kamanyola</i>
<i>Chaminyoga</i>	<i>Mashango</i>	<i>Nyangezi</i>	<i>Rubimbi</i>
<i>Mususu</i>	<i>Madaka</i>	<i>Muchingwa</i>	<i>Kalango</i>

Le système économique du Territoire de WALUNGU est dualiste. Il y a coexistence de l'économie de subsistance et formelle. Les produits agro-pastoraux se vendent sans le moindre contrôle des autorités locales.

L'autre forme de commerce est la vente des briques. Cette pratique est une spécificité de Nyangezi qui produit la grande part pour la construction dans la ville de Bukavu. D'autres coins du Territoire notamment Ngweshe, Kaziba, Kamanyola en produisent également.

- ***Moyens de transport :***

La détérioration accentuée des routes réduit le volume des moyens transport surtout pendant la saison des pluies. Les habitants marchent à pied et font parfois une distance de 15 à 50 Km portant les produits agricoles aux dos.

- Quant aux commerçants ambulants : le nombre n'est pas connu. Mais le commerce ambulatoire occupe la plus grande majorité des hommes adultes valides. Ils se rendent dans les territoires avoisinants de Mwenga, Shabunda et Walikale vendre des articles de traite de première nécessité. A cause de la guerre et de l'insécurité, cette activité a connu une baisse sensible.

- Les marchés et contrôle des prix :

Les marchés locaux sont principalement : Mudwanga, Kankinda, Rubimbi, Kashunju, Burhuza, Mugogo, Musiru, Chembeke, Mushagasha, Nyangezi, Kamanyola, Chaminyago, Chilanda, Kakono, Chiderhe, Mushenyi, Irongo, Kalango, Lwanguku, Kadutu, Kahya, Kafinjo et Kashabeyi.

A titre illustratif, pendant l'exercice 2003, le territoire de WALUNGU n'a fonctionné qu'avec les recettes provenant des marchés de Mugogo, Mudwanga, Burhuza, Kashunju, Kamanyola et Nyangezi. Tandis que les autres étaient inaccessibles car occupés par les bandes armées.

Le contrôle des prix : aucun contrôle des prix n'a pu s'effectuer ces dernières années, parce que la plupart de marchés sont inaccessibles et s'ajoutent cela, la mauvaise foi des commerçants dont les activités spéculatives contribuent à l'érosion quotidienne de franc congolais par rapport au dollar américain.

- L'économie du Territoire de WALUNGU a été totalement délabrée par les deux guerres dites de libération. En effet, les vaches, les chèvres, les porcs, les poules et autres animaux domestiques ont été systématiquement pillés par les Interahamwe et autres bandes armées.
- La population fuyant la guerre a abandonné les travaux des champs. Des marchés ont été inaccessibles car se trouvant dans des entités sous contrôle des bandes armées. Certains commerçants s'étant déplacés vers Bukavu, pour raison de sécurité, le circuit monétaire a été donc réduit et notre économie a été donc très désastreuse. Et la population a accusé une certaine malnutrition.
- Bon nombre des commerçants restés sur place, ont été visités par des inciviques armés et leurs biens pillés, eux-mêmes tués. Devant une telle catastrophe, les deux guerres dites de libération ne s'étaient plus justifiées car, étant inhumaines. La population ainsi ruinée, n'aspire qu'à la paix pour se remettre au travail et à la reconstruction du pays.

- ***Agriculture et développement rural :***

L'agriculture est la principale activité des habitants du Territoire de WALUNGU. Elle inclut les domaines suivants : l'élevage du gros bétail et du petit bétail ainsi que la pisciculture familiale comme l'apiculture.

Le Territoire, en effet, compte un certain nombre des plantations organisées telles que : Gombo, Chibeke, Kinaplant/Bulonge, Kinaplant/ Lubona, Pharmakina/ Nyanja, Phamakina/ Kakono, Pharmakina/ Bidesi, Pharmakina/ Muzinzi, Chirhongo, Lukayo, Ngoalanga, Bukina, Mulambi.

Le paysannat est presque absent et la production repose sur certaines cultures vivrières (dont le manioc, le haricot, la patate douce, l'igname, le sorgho, le maïs, la pomme de terre, la banane, la colocase, le riz, l'huile de palme, l'arachide, ...) et industrielles (dont le thé, le quinquina, le tabac, le café et le coton...) qui, vers les années 1980-1983 gagnaient petit à petit le terrain au détriment des cultures vivrières. Ces dernières étaient stimulées par des grandes Sociétés capitalistes qui y entretenaient de grandes plantations.

Actuellement toutes ces Sociétés ont fermé, les plantations ne sont plus mises en valeur.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner qu'il n'est pas aisé de donner avec exactitude le volume de la production au cours de la dernière décennie, étant donné que les activités agricoles ont été abandonnées par la population fuyant l'insécurité créée par les guerres en répétition. Dans ce même ordre d'idées, les agronomes n'avaient pas accès libre sur toute l'étendue du territoire. Ils restaient confinés au Chef-lieu du territoire

D'après le tout dernier rapport de l'Etat-Civil, le Territoire de WALUNGU compte approximativement 600.000 habitants. Cette poussée démographique s'annonce très dangereusement pour l'avenir alimentaire de la population car, la terre arable devient de plus en plus rare et la production agricole très maigre.

LES MARAIS LES PLUS IMPORTANTS DE WALUNGU

MARAIS	LOCALITES
Nachirhwi, Kalazi, Changa, Lwirhurhu	Lubona
Chidorho, Ibere, Chigigiti, Kasharhi, Kazi, Nyamibambo, Kagogo et Lwanabahwe	Burhale
Nyabibinje	Izege
Chisheke et Chidorho	WALUNGU
Nyalugana et Chibanda	Lurhala
Chisheke et Chama	Ikoma
Nyalugana et Lushali	Luchiga
Kanywiriri, Kagera, Kanguku, Kanyachigogo, Kashashomwa et Cidorhe	Kamisimbi
Chiruko, Chidodho, Chigago, Chidarho et Chizirhu	Kaniola
Kaminandaku et Murhumba	Mulamba
Hogola	Nyangezi

Source : Service agriculture et développement rural / Territoire de WALUNGU

En ce qui concerne l'élevage, il faut de rappeler que le Territoire est une zone à vocation agro-pastorale basée sur la tradition. L'élevage est du type extensif.

Les espèces animales domestiques sont les bovidés, les ovidés, les caprinés, les suidés, les félidés, les volailles et les cobayes.

Cet élevage s'est heurté à une grande difficulté depuis 1996, l'année de début de guerres en chaîne dans la Province. La guerre a profondément ruiné l'élevage du gros et petit bétail. Les bandes armées ayant érigé leurs quartiers généraux dans ce milieu, se sont livrées au pillage systématique du gros et petit bétail allant jusqu'aux cobayes, lapins, poules, canards, etc

Les dernières enquêtes menées ont fourni les statistiques suivantes :

- **Gros Bétail : 8.344 têtes** de gros bétail

- **Petit Bétail :**

catégorie	Porcs	Chèvres	Moutons	Chiens	Lapins	Poules	Dindons	Canards	Chats	Cobayes	Pigeons	Pintades	Ruches
nombre	2.890	6.939	1.769	485	10.553	20.123	42	723	812	17.408	217	49	5.170

Il se dégage que l'élevage du gros et petit bétail est en nette régression dans le Territoire WALUNGU. D'abord les viols, pillages organisés par des bandes et groupes armés ont été à la base de cette régression, mais aussi ensuite l'insuffisance des pâturages, le manque de soins appropriés ont contribué à cette dégénérescence de l'élevage.

Le Territoire de WALUNGU compte quatre (4) races bovines dont :

- La race locale ou ANKOLE
- La race Rwandaise
- La brune- suisse et,
- Des hybrides.

Du côté de la Pisciculture, il se précise qu'à l'exception d'une petite partie de Nyangezi longeant la route d'Uvira au centre de Nyangezi, tout le Territoire de WALUNGU n'accède presque pas aux poissons frais venant, soit du Nord-Kivu, soit de la partie Sud de la Province du Sud-Kivu (Uvira, Baraka...).

L'élevage de poissons dans des pièces d'eau appropriées (système d'étangs piscicoles) permettent la récolte rapide a pris de lors l'allure en Territoire de WALUNGU. On compte plus de 800 étangs piscicoles familiaux ménagés. Aujourd'hui, avec la situation de guerres, aucun étang piscicole n'est entretenue.

En définitive, il s'avère que la pêche n'existe pas faute des grandes rivières poissonneuses.

Par contre, l'Apiculture est cette forme d'élevage qui soutient encore financièrement quelques ménages, bien que sa pratique soit quelque peu négligeable ou mieux informelle. Les éleveurs d'abeilles produisent et fournissent du miel jusqu'au centre ville de Bukavu.

A l'époque où les forêts de WALUNGU étaient pénétrables, la production de l'apiculture était abondante et une bonne partie de celle-ci était exportée vers les pays voisins Burundi et Rwanda.

- ***Projets de développement rural :***

Le territoire bénéficie de quelques Initiatives locales de développement appuyées par des ONG de Développement internationales. Ces ONGD œuvrent dans plusieurs domaines de développement. On peut citer :

- CIM : Programme marais au Bushi
- ANTIBWAKI : Adduction d'eau, construction,...
- MALTESER : Œuvres médicales
- Save The Children : Encadrement des jeunes, construction écoles, routes,...
- VISION TEQOA : s'occupe des femmes violées, abandonnées
- FHI : intervient dans l'agriculture et forme les agronomes de l'Etat
- BEM : Bureau d'Etudes MATABARO : créé au sein de la Collectivité de Ngweshe le 12 mars 1992 pour superviser les actions entreprises par tous les intervenants dans le développement de la Collectivité-Chefferie de Ngweshe.

De plus, il faut préciser que ADSS, CARE, PAM, CARITAS, FAO et IRC interviennent dans le territoire de WALUNGU dans diverses activités par le biais des ONG locales notamment dans la construction des maisons pour les déshérités et dans l'adduction d'eau potable.

Les ONG locales de développement sont très nombreuses. Il s'agit d'Associations des villageois voulant prendre en main leur destinée en matière de développement, selon l'adage « Aide-toi et le ciel t'aidera ».

Ci-dessous quelques-unes de ces Associations :

- VODER : Volontaires pour le Développement
 - APSPD : Assistance aux Personnes en Situation Particulièrement Difficile à WALUNGU
 - PIAD : Programme des Initiatives d'Appui au Développement
 - SACRAF/ IZEGZ : Service d'Accompagnement et Renforcement de Capacité des Femmes à IZEGE
 - GFN : Groupe Féminin Nyamuliosa à Cagala/ Cirhuga
 - CIM : Comité Inter Marais
 - ALEMALU : Association de lutte contre la malnutrition
 - VICO : Village Cobaye/ Mulamba
 - UHDC : Union des Handicapés pour le Développement de Ciherano
 - AFD : Femme pour le Développement WALUNGU
 - SINYA : Syndicat d'Initiative de Nyangezi
 - AELANYA : Association des Eleveurs des Lapins à Nyangezi
 - ADAMU : Association de Développement de l'Agriculture de Mushenyi
 - ACODESA : Association Communauté pour le Développement et la Santé.
- S'agissant spécifiquement des industries agricoles et différents secteurs économiques établis dans le Ngweshe, il y a lieu de retenir ce qui suit :
 - 7 usines qui travaillaient les produits agro-industriels ont arrêté complètement leurs activités ;
 - Plusieurs moulins à manioc, sorgho, maïs restent quasi-inopérants ;
 - Nombre des centres commerciaux et de négoce ont été pillés, voire détruits, et les marchés sont devenus inactifs ;
 - L'élevage qui constitue une ressource économique importante, ne fait que régresser faute des pâturages et de soins vétérinaires appropriés.

- En ce qui concerne l'exploitation minière, la Société SOMINKI de Luntukulu ayant fermé, aucune autre Société n'a pris la relève, seuls des particuliers exploitent en désordre de l'or, de la cassitérite, etc.
- Quant aux voies de communication terrestres, depuis le déclenchement des troubles de différentes rébellions, les travaux d'entretien des routes et de reconstruction des ponts sont pratiquement abandonnés suite au manque de moyens adéquats et à l'insécurité ;
- Parlant des Coopératives, la situation se présente comme suit :
 - a) *Coopératives agricoles* : quasi-inexistantes
 - b) *Coopératives de commercialisation ou d'écoulement* : quasi-inexistantes
 - c) *Coopératives d'Epargne et de Crédit*.

Il y a quelques années, le Territoire de WALUNGU disposait de cinq (5) Coopératives d'Epargne et de Crédit, mais celles-ci ont fermé depuis belle lurette. Il s'agit des Coopératives de Crédit et d'Epargne des paroisses catholiques de :

- Burhale
 - WALUNGU
 - Mubumbano
 - Cherano et Nyangezi.
- ***Institutions Financières*** : La situation du Territoire de WALUNGU se présente comme suit :
 - Banques : Néant
 - Caisse d'Epargne : Néant
 - Interventions diverses dans l'économie : Néant.
 - ***Hôtellerie et Tourisme*** : Le Territoire de WALUNGU comptait une dizaine d'hôtels qui ont dû fermer à cause de l'insécurité et certains ont été d'ailleurs pillés. Ce qui rendait ipso facto difficile la réalisation des activités du tourisme.

Aussi, non seulement les sites d'accès sont en mauvais état, mais les sites touristiques ne sont plus aménagés. Le Territoire ne dispose pas des Parcs Nationaux, ni Jardins botaniques et zoologiques.

IX. SITUATIONS SOCIALES, CULTURELLES, SPORT & LOISIRS:

a) Santé Publique :

Une structure sanitaire existe et, est organisée sous la supervision du Médecin chef de Zone.

Le Territoire de WALUNGU est doté de trois (3) hôpitaux généraux de référence. Il s'agit de l'Hôpital FSKI (Fonds Social du Kivu) à WALUNGU -centre, l'Hôpital de l'Etat de Nyangezi géré par le Diocèse de Bukavu et l'Hôpital CELPA de Kaziba.

La Collectivité-Chefferie de Ngweshe compte en outre : 3 Centres hospitaliers, 6 Centres de santé de Référence, 31 Centres de santé et 35 Postes d'animation sanitaire, répartis dans différents milieux ;

Chaque Hôpital Général de référence a une Zone de Santé. Cette dernière est subdivisée en centres hospitaliers, centres de santé et postes d'animation sanitaire.

Par ailleurs, les maladies les plus fréquemment rencontrées dans ce milieu sont les verminoses : ankylostomiase, ascaridiose, anguillulose, trichocéphalose, amibiase, ténias,...

La fréquence des verminoses peut être attribuée au manque d'hygiène des aliments, l'insalubrité de l'eau et au péril fécal.

Le paludisme n'y est pas absent, il est causé par des anophèles qui se multiplie dans les vallées et plaines marécageuses. Les maladies nutritionnelles y battent le record.

Les enfants et les femmes enceintes en sont les premières victimes et souffrent surtout de la malnutrition protéino-énergétique.

La médecine traditionnelle est aussi praticable.

b) Activités des partenaires :

Grâce à l'appui des partenaires, les activités des soins de santé primaires ont été maintenues. Il s'agit, entre autres des Institutions ci-après :

- FSKI et Consortium Louvain Développement
- MALTESER : Approvisionnement en médicaments et consommables, appui aux activités nutritionnelles et sécurité alimentaire
- BDOM : Appui au fonctionnement de 11 centres de santé, Formation du personnel, Appui à la sécurité transfusionnelle
- CARITAS : Prise en charge des soins indigents et déplacés de guerre Kaniola et Burhale
- Médecins sans vacances : Formation des médecins locaux, prise en charge des soins indigents à l'HGI/ FSKI- WALUNGU
- CELPA : Appui au fonctionnement des 6 centres de santé
- CECA 40 : Appui au fonctionnement d'un centre de santé
- Fonds WALUNGU : Approvisionnement en Insuline, captage et aménagement des sources, approvisionnement en médicaments pour épileptiques
- CPCA : Appui au fonctionnement de deux centres de santé
- CROIX ROUGE DE LA RDC : appui au fonctionnement des deux centres de santé

Concernant le tarif appliqué : Il est forfaitaire et appliqué de la manière suivante :

- *Dans les centres de santé :*
- **Enfant** : 0,2 \$us (par épisode de maladie)
- **Adulte** : 0,4 \$us (par épisode de maladie)
- Accouchement eutocique dans les centres de santé : 3\$us
- Accouchement dystocique : 5\$us
- Observation dans le centre de santé : 0,5\$us

- **Consultations** : dans différentes formations sanitaires de la zone de santé, 472.810 cas ont été reçus en consultation et dont 234.278 nouveaux cas. Le taux d'utilisation est donc de 0 ; 52NC par habitant et par an.

Les principales causes de morbidité à l'issue de ces consultations sont par ordre croissant :

- Paludisme : 46,6%
- Les infections respiratoires : 14,6%
- Les anémies, les gastro-entérites, la malnutrition protéino-calorique, le diabète, les diarrhées, les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA.

Les principales causes de mortalité sont le Paludisme, les anémies, le diabète, le VIH/SIDA et la malnutrition protéino-calorique.

C) Education scolaire :

Le Territoire de WALUNGU compte 78 Etablissements scolaires primaires, 36 Secondaires, 1 de Technique médical, et 2 Instituts Supérieurs.

L'accès à l'éducation demeure un casse-tête pour la population de WALUNGU longtemps plongée dans les atrocités sans merci, pillages de toutes sortes, viols et vols.

Les parents négligent encore la scolarité des filles. Ce qui nécessite que les familles ayant des possibilités matérielles plus accrues fassent étudier leurs enfants en ville où, ils pourront peut être avoir la chance de s'en sortir.

Les enseignants qualifiés préfèrent prêter en milieu rural plutôt qu'en campagne.

D) Habitat et Loisirs

Le type d'habitation le plus répandu demeure relativement rudimentaire. La plupart de paysans vivent dans des maisons en pisé ou des huttes appelées communément « MISONGE »

Concernant les loisirs : ceux-ci sont appréciés à WALUNGU. Il s'agit notamment des danses folkloriques, les théâtres dans les écoles secondaires, les films dans les Paroisses et écoles, le football et autres...

Néanmoins, les infrastructures sportives et de loisirs sont quasi -inexistantes, en dépit de quelques terrains de football propriétés de l'Etat, les autres sont propres aux écoles et églises.

2.4.2. LES SITES

Le Territoire de WALUNGU est vaste et complètement enclavé. La voie de communication est quasi inexistante. Les moyens de transport - du reste détenus par les privés- sont en nombre insuffisant. La circulation à l'intérieur du Territoire n'est pas aisée. La majorité des routes est carrossable et presque pas entretenue.

A certains endroits, l'on note l'absence de traçage de nouvelles routes. Prétendre quitter une contrée vers un autre (Nyangezi à WALUNGU centre) à pied, au cours d'une journée, est une grande expédition. Sinon, dans certaines circonstances, l'unique détour indispensable reste la Ville de Bukavu.

Cette difficulté explique en partie le choix de certains sites compte tenu du timing imparti aux consultations dans les sites, soit quatre (4) jours respectifs de travail par site. Devant l'inaccessibilité dans certains sites, quelques villages n'ont pas pu être retenus, et pourtant présentant des spécificités intéressantes pour le processus. Chose difficile pour des milieux sans moyens de transport en commun.

Plusieurs villages demeurent inaccessibles par ailleurs, suite aux bandes armées étrangères (Interahamwe, Mudumbi 40,...) qui y opèrent. C'est le cas des sites Kaniola, Nzibira, Izege...en dépit d'énormes particularités qu'ils recèlent.

D'où le recours à l'échantillonnage par choix raisonné.

1. Nshesha/ WALUNGU- Centre

Ce site est situé juste au centre du Territoire de WALUNGU. La mobilité et l'affluence sont facilitées par la présence d'un minimum d'infrastructures sociales et économiques encore existantes.

2. Muku/ Groupement de Kamisimbi

Muku est un village limitrophe de la ville de Bukavu. Il est situé à 45 minutes de marche de la Commune urbano-rurale de Kasha.

La perception de la pauvreté à Muku est en partie influencée par la proximité avec la Ville de Bukavu. Les populations mènent une vie relativement modérée et nettement améliorée comparativement à celles des villages distants du chef-lieu de la Province.

3. Muchingwa/ Chefferie de KAZIBA

Faisant partie de Collectivité -chefferie de Kaziba, ce village n'est accessible de Bukavu que par une et une seule route moyennement praticable. Les seuls véhicules adaptés (4x4) souvent propriétés des commerçants. Le trafic routier n'est pas fréquent. Il y a organisation du transport par camion, quatre(4) fois par semaine via Bukavu et le reste des jours c'est le retour vers Bukavu.

Pour rappel, Kaziba est le milieu qui a connu l'évangélisation des missionnaires protestants depuis 1927. Il est à cheval avec le territoire d'Uvira par les hauts plateaux.

La dynamique de lutte contre la pauvreté à Kaziba présente une forme variée. Le dialecte Mashi a connu de modification sur le ton signe majeur qui a influencé son choix dans les Consultations Participatives.

4. Munya / Nyangezi

Ce village est situé au sud de la Province sur la route d'Uvira avant les escarpements de NGOMO.

Munya est un centre commercial du groupement de Nyangezi. Il est traversé par la route Bukavu-Uvira qui l'ouvre aux transactions commerciales d'envergure. On y recèle nombreux fours de fabrication des briques cuites. C'est aussi un grand marché qui approvisionne Bukavu en denrées alimentaires. Les différentes activités y développés influencent de manière déterminante la vie de la population et partant leur perception de la pauvreté.

Situé par ailleurs à la limite avec la République Rwandaise par la rivière Ruzizi, et fort de son mode de vie, cette particularité a motivé le choix du site en ce qui concerne les Consultations Participatives.

5. Mulende / Nyangezi

Mulende est un village du groupement de Nyangezi comme Munya. Sa particularité vient du fait qu'il est situé à l'intérieur du groupement loin de la route principale. Ce qui lui confère un mode de vie autre que celui de Munya et la population développe un autre type des mécanismes de survie.

2.5. MOBILISATION SOCIALE

Le territoire de WALUNGU est le premier à recevoir le premier missionnaire catholique dans toute la Province du Sud Kivu. C'est fut en 1906 à Cibimbi/ Nyangezi, soit bientôt 100 ans d'évangélisation. De plus, au centre du Territoire, se trouve érigé la paroisse Sainte Bernadette (de WALUNGU / Nshesha) qui, depuis sa construction totalise déjà 50 ans.

La mobilisation sociale d'envergure passe, en tout temps, par les églises, plus singulièrement l'église Catholique. En tous lieux, les responsables religieux se sont

efficacement impliqués, notamment par la sensibilisation des populations au cours des messes et cultes.

Les ONG locales et internationales sont très actives à WALUNGU. Les initiatives locales de développement sont autant d'espaces de rencontres, d'échanges de la population pour chercher à trouver des solutions appropriées aux problèmes à résoudre (insécurité, famine, maladies...). Toutes ces organisations de proximité ont été mises en contribution, tout au long du processus de Consultations Participatives. Elles ont répondu favorablement à la main leur tendue par les animateurs et à chaque fois qu'il y avait nécessité. C'est par elles que passe la survie de la population.

Les Autorités politico-administratives du Territoire de WALUNGU ont accueilli avec enthousiasme les Consultations Participatives et n'ont ménagé aucun effort à garantir d'importantes facilités à l'équipe d'animateurs. Résultat d'un plaidoyer fort réussi.

A toutes les personnes et organisations, l'équipe d'animateurs témoigne sa gratitude.

2.6. LIMITATION DE LA COLLECTE DES DONNEES

Sur le terrain, l'équipe d'animateurs a mené les Consultations pendant vingt (20) jours successifs. Elle ne s'est préoccupée qu'à la collecte des données qualitatives. Aussi fallait-il exploiter minutieusement les outils et techniques de la Méthode Accélérée en Recherche Participatives (MARP).

2.7. CONCLUSION PARTIELLE

Pour l'essentiel, les Consultations Participatives dans le Territoire de WALUNGU ont répondu à un certain nombre de préalables qui, ont permis la concrétisation du Projet. Comme on serait tenté de dire que la fin justifie les moyens !

Seulement, l'équipe a été butée à quelques problèmes dont l'importance n'est pas de moindre à savoir :

- **L'échantillon**

Sur une population de près de 600.000 habitants que regorge le Territoire de WALUNGU, se choisir un échantillon de 100 personnes, soit une proportion totale de 0,000105 %, paraît non- significatif et fastidieux. D'où l'intérêt de procéder par un choix raisonné, notamment en se fixant un certain nombre de critères notamment l'âge, le sexe, la connaissance du milieu, la disponibilité,...

- **Le timing imparti**

Il a été planifié quatre (4) jours de travail de consultations dans chaque site. Il s'est avéré que la répartition temporaire est loin de répondre aux réalités auxquelles les villages consultés sont confrontés, notamment le cas de transport en commun et autres tracasseries administratives, surtout dans ce contexte post-conflit où l'administration véritable se recherche timidement.

- **L'inaccessibilité de certains milieux**

L'idée de départ était celle de mener des consultations dans les sites situés aux extrémités du territoire. Malheureusement, ces sites sont très éloignés les uns des autres, voire du lieu de campement de l'équipe de consultations.

En temps normal, il faut effectuer au minimum 3 à 5 heures de marche pour seul trajet aller, soit une journée entière de travail engloutie par le parcours. Et pourtant, il faut nécessairement compter avec la disponibilité des interlocuteurs qui ne peuvent pas sacrifier en longueur de journée leurs activités champêtres et autres.

Aussi, l'on ne devrait pas perdre de vue que le Territoire de WALUNGU est déclaré zone opérationnelle, davantage expliquée par l'opération chasse aux interahamwés. Il ne se passe pas une journée sans déplorer des cas des exactions et autres violations de droits de l'homme (enlèvement, assassinat ; ...).

A cela s'ajoute l'inaccessibilité physique due à l'absence de traçage de certaines routes et trottoirs nécessaires à la perméabilité, la mobilité et autres contacts physiques.

Le glissement connu sur certains sites, a occasionné des contraintes d'ordre financier et matériel (logistique), eu égard aux disponibilités reçues, peu avant le déploiement sur terrain.

CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE

3.1. DEFINITIONS & CONCEPTS

La pauvreté est un phénomène de masse revêtant une multitude de manifestations. Pour mieux fixer les idées, les populations de WALUNGU se sont évertuées au cours des consultations et selon le cas, à donner la compréhension ci-après :

3.1.1. La pauvreté au niveau individuel

- La pauvreté est un état de manque de pouvoir d'achat chez un individu ;
- C'est la situation de l'individu en difficulté de satisfaction de ses besoins fondamentaux. ;
- La pauvreté est une situation d'un individu ne détenant pas les capacités intellectuelles ou mentales à pouvoir s'adapter aux différentes situations de la vie quotidienne. ;
- L'individu pauvre est celui détenant des potentialités quelconques et, est incapable de les rentabiliser, les valoriser suite à la paresse.
- C'est l'ignorance de ses droits et devoirs.
- Le manque d'emploi ;
- L'insécurité (instabilité individuelle).

3.1.2. La pauvreté au niveau du ménage

La pauvreté est le fait pour un ménage de se retrouver dans l'incapacité de satisfaire les besoins de base (scolarisation, soins, dot, champs, bétail...).

Tout au long de consultations participatives, il a été établi qu'un ménage pauvre est celui qui ne possède pas un champ. C'est le manque d'un logement décent pour les membres.

C'est notamment :

- La polygamie
- L'irresponsabilité des hommes
- L'exploitation excessive des femmes par les hommes.

3.1.3. La pauvreté au niveau de la communauté

Une communauté est dite pauvre, lorsque celle-ci ne regorge pas les potentialités, les richesses nécessaires pour l'entretien de ses membres.

C'est l'état de la non-exploitation des potentialités (culturelles, économiques, scientifiques,...) d'une communauté donnée :

- Le sol est infertile ;
- Le système dans lequel la population évolue dans le cadre de la gouvernance : Le pouvoir coutumier ne favorisant pas la promotion de la population ;
- La guerre ;
- La mésentente et la division entre tribus, ethnies, clans voire collectivités ;
- L'insuffisance de cohésion ;

3.2. LES CAUSES DE LA PAUVRETE

Après avoir compris le concept « pauvreté », il est utile de dégager les facteurs déterminants de celle-ci. Le lien de causalité entre le concept pauvreté et ses différents facteurs sont complexes.

Plusieurs éléments déterminant la pauvreté peuvent être la cause d'une forme donnée de la pauvreté et vice versa.

Les Consultations Participatives dans le Territoire de WALUNGU ont épinglé les éléments repris ci-dessous comme causes de la pauvreté et repartis selon les domaines (secteurs).

3.2.1. AGRICULTURE

- Les terres cultivables sont insuffisantes et érosives
- Le sol est infertile
- Les pratiques culturales sont inadaptées
- Les crédits agricoles sont inaccessibles
- La production agricole est faible
- Les semences ont dégénéré
- Les nombres de producteurs agricoles et la croissance des consommateurs des denrées agricoles ont augmenté
- Le vol exagéré des produits des champs
- Les producteurs agricoles non formés, non informés et non encadrés.
- L'irresponsabilité des techniciens agricoles de terrain.
- La mauvaise répartition des terres.
- L'apparition des maladies inconnues des plantes.
- Les techniques d'amendement du sol ne sont pas d'application

3.2.2. ELEVAGE

- Le pillage des bêtes
- Les pâturages sont inaccessibles à cause de l'insécurité
- L'accès aux soins vétérinaires est quasi impossible
- Les productions d'élevage sont faibles (lait, viande ;...).
- Les crédits en géniteurs et autres intrants sont inexistantes.
- La pratique de l'élevage de sentiment ou de prestige.

3.2.3. COMMERCE

- Les infrastructures routières sont insuffisantes et en très mauvais état
- Les taxes dues à l'Etat sont multiples
- L'accès à l'énergie électrique est quasi impossible
- Les infrastructures socio-économiques sont dégradées

- La dépréciation du taux de change de la monnaie locale
- L'insécurité des opérateurs économiques.

3.2.4. BONNE GOUVERNANCE

- Les populations ne participent pas à la gestion du Territoire à tous les niveaux
- L'administration de la Justice est arbitraire, complaisante et marquée par la corruption.
- L'alternance au sommet du Territoire (pouvoir coutumier) n'est pas possible ni envisageable
- Le pouvoir des gouvernants est centralisé à outrance
- La population ne participe pas au choix de ses propres dirigeants
- La répartition des richesses du Territoire en matière d'investissement est inéquitable
- Le Gouvernement n'assume pas ses responsabilités
- Le pouvoir coutumier ne peut être réformé. Cela n'est possible qu'avec le consentement du détenteur de pouvoir (Mwami).

3.2.5. EMPLOI

- La main d'œuvre locale n'est pas utilisée dans les ONG
- La quasi-totalité des entreprises (usines, plantations...) à WALUNGU ont fermé, accentuant un chômage déjà chronique
- La grande partie du personnel dans les services de l'Etat a été retraitée sans être décomptée financièrement.
- Le non-paiement des fonctionnaires de l'Etat, des enseignants et des militaires
- La quasi-totalité des agents de l'Etat à retraiter ne l'est pas encore et ceux qui les sont ne sont pas indemnisés.
- Le Code du travail non vulgarisé et non respecté
- Les travailleurs des Sociétés mis en congé technique sans tenir compte de la procédure en la matière.

3.2.6. EDUCATION

- Les infrastructures scolaires sont délabrées
- Le personnel enseignant non qualifié
- Le Code du travail non vulgarisé et non respecté
- Les salaires impayés du personnel enseignant
- Le personnel enseignant n'est pas suffisamment recyclé

3.2.7. SANTE EN MATIERE DE REPRODUCTION ET SANTE MATERNELLE

- Les parents ne sont pas impliqués (ne s'impliquent pas) dans l'éducation sexuelle de leurs enfants.
- Les notions de naissance désirable sont ignorées
- Les femmes sont soumises à des lourds travaux
- Les consultations prénatales (CPN) sont encore moins fréquentées
- Les filles ne sont pas suffisamment informées en matière de reproduction et santé maternelle
- La malnutrition de la femme
- le viol et violence sexuelle subis par les femmes
- la propagation du VIH/SIDA et/ou MST
- L'insuffisance des structures médicales compétentes.
- Les formations médicales existantes ne sont pas équipées.

3.2.8. GESTION ET ORGANISATION DU TEMPS

- Les charges journalières de la femme sont très lourdes par rapport à ses forces et capacités physiques
- Les activités champêtres sont quasi abandonnées par les hommes

3.2.9. ENCLAVEMENT

- La route nationale 4 Bukavu-WALUNGU- Kindu est impraticable
- La route WALUNGU- Uvira est impraticable

- Le transport par voie aérienne est inexistant
- Les services postaux, bancaires et autres transferts sont inexistants
- Le réseau Internet est inexistant
- Les moyens de communication et audio visuels sont insuffisants

Les autres causes de la pauvreté viennent en renforcement de celles énumérées ci haut, notamment les maladies des plantes et des récoltes, les attitudes et comportements face aux éventuelles innovations, l'environnement, la fourniture d'eau et d'électricité,...

3.2.10. SECURITE

- La guerre
- Les relations de bon voisinage entre le Congo et ses voisins ne sont pas assurées
- L'Armée de la RDC est divisée et mal organisée
- La présence des bandes armées étrangères (Interahamwe, Ex FAR, Rasta, ALIR...) crée des affrontements réguliers dans l'axe WALUNGU-centre.
- L'insuffisance d'encadrement des enfants soldats
- L'impunité

3.3. TENDANCE DE LA PAUVRETE

Procédant par un coupement des faits du passé, il se dégage que la pauvreté accuse une tendance croissante. Chaque jour qui passe accroît la misère. Pour s'en convaincre, quelques indices sont illustrés :

- En 1963, la vente d'un taureau suffisait amplement pour couvrir les frais de scolarité durant deux ans d'études au cycle d'orientation. Les uniformes, Minerval, objets classiques...sont couverts. ;
- En 1980, la rame de papier coûtait 1\$ us alors qu'actuellement elle revient à 7\$us ;

- En 1999, une année académique à l'Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM) valait la vente des deux vaches.

Il ressort qu'avec les effets néfastes des guerres couplés au problème de manque d'emploi, la prise en charge des études devient un casse-tête. Par extrapolation, l'évidence se dégage par l'affirmative que la tendance de la pauvreté va croissante.

3.4. BIEN- ETRE

Les résultats de consultations relèvent ce qui suit :

- La circulation libre des personnes et des biens
- L'exploitation des champs dans les forêts comme à la Cité
- Disposer d'au moins 5 chèvres et 3 vaches
- Envoyer ses enfants à l'école
- Manger 3 fois par jour
- Etc.

3.5. DIMENSION GENRE DE LA PAUVRETE

3.5.1. STATUT SOCIAL

Il sied de signaler que faire l'analyse participative de la pauvreté en tablant sur la dimension genre, n'est pas toujours une entreprise facile, dans la mesure où l'approche nécessite de cerner les rapports entre les hommes et les femmes tels que conçus dans une Société. Rapports qui sont changeables suivant l'évolution du temps et des circonstances. La lutte contre la pauvreté passe par la recherche de l'équilibres proportionnel dans ces rapports sociaux, dans le but de promouvoir chacune des composantes (homme/ femme) de la société.

La Société « Bushi » dont il est question dans ce travail, est à quelques exceptions près, une société féodale. A ce titre, le « Mwami » et tout l'arsenal de la coutume qui l'entoure, présente une donne qui conditionne la vie et le devenir de la société.

La prise en compte de la dimension « Genre » dans les rapports sociaux, est une dynamique qui vient révolutionner - dans un sens comme dans l'autre- les pratiques dans une société dans laquelle le point de vue du « Mwami » est prépondérant.

Seulement, la pratique dans le « Bushi » révèle que la femme est considérée comme une « créature faible ». Elle est entourée d'un certain nombre d'interdits. La coutume exige d'elle un type d'attitudes chaque fois qu'elle se retrouve au milieu des hommes. A titre illustratif, il faut noter que la femme/ fille courbe d'échine chaque fois qu'elle doit passer au milieu des hommes. La famille dans laquelle une femme est appelée à hériter n'est pas considérée au même titre que celle dirigée par un homme.

De plus, on peut ajouter :

- Inexistence de la liberté d'expression chez la femme.
- Femme moins instruite que l'homme
- L'exclusion de la femme à l'héritage.

3.5.2. ACTIVITES JOURNALIERES

A. *Calendrier quotidien des activités des filles et des garçons et son impact sur leurs études* (à titre indicatif).

Filles		Garçons	
Heure	Activités	Heures	Activités
5 H 30'	Réveil	5 H 00'	Réveil
5H30'-7H	Puiser l'eau, rendre la maison propre, prendre bain	5H-6H	Faire sortir les bêtes et entretenir le local où elles passent la nuit
7H-14H	Activités scolaires	6H-7H	Bain
14 H- 18 H	Vaisselle, piler, puiser l'eau, travail du champ	7H-14 H	Activités scolaires
18H30'-20H	Cuisine	14H-16H	Travail du champ
20H-21H	Repas et repos	16H-17H	Retour des bêtes à la maison
21H-22H	Révision	17-18H	Bain Révision des cours Si possible révision des cours
		18H-20H	
		20H-21H	

En somme, il n'existe pas de calendrier- type, car l'emploi du temps ou le programme dépend d'une famille ou des réalités propres à une contrée.

Les activités pour la journée de dimanche

Filles		Garçons	
Heure	Activités	Heures	Activités
5 H 30'	Réveil	5 H 30'	Réveil
6H30'-8H	Messe/cultes	5h 30'- 6h30'	Messe/ Cultes
8H-12H	Repos	6h30'- 8h30'	Bain
12 H- 13 H	Repos	9h30'-11 h00'	Lessive
13H -16H	Révision des cours	11h-14h	Révision des cours
16H-19H	Cuisine	14H-17H	Repos et divertissement
19H-21H	Repos/Révision/ sommeil	17-18H 18H-20H 20H-21H	Retour des bêtes à la maison Révision des cours Repos

Il ressort de ce tableau que par rapport aux garçons, les filles ont moins de chance de réussir avec succès à l'école. L'horaire de cours est tel qu'il est difficile que les filles se détachent de leurs activités journalières de la maison. Un seul repas est servi le soir au niveau de la famille.

B. Calendrier des activités pour les hommes et les femmes cultivateurs.

Femmes		Hommes	
Heure	Activités	Heures	Activités
5 h- 6h00'	Réveil et culte matinal	6 H 00'	Réveil
6h00'-7h00'	Préparer les enfants à aller à l'école	7h30'-14h	Travail aux champs
7h-9h	La vaisselle, la lessive et le balayage de la maison.	17h-20h	Divertissement
9h-10h	Conduire le bétail au pâturage	20h-21h	Repas/ Repos/sommeil

	le plus proche de la maison.		
10h-15h	Travail au champ		
16h-18h	Recherche du bois de chauffage		
18h-20h	Cuisine		
20h-21h	Repas/ Repos/ Sommeil		

3.5.3. ACCES AUX SOURCES DE RICHESSES

richesse personne	vache	chèvre	mouton	porc	poule	cobaye	lapin
Homme	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Femme	x	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Garçon	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Fille	x	x	x	OK	OK	OK	OK

N.B. : actuellement la Femme/Fille a accès à la chèvre, la vache...

Légende :

OK : La personne peut détenir le type de bétail correspondant à la case.

x : La personne ne peut détenir le type de bétail

3.5.4. ACCES A LA TERRE

Propriété Personne	Propriétaire d'un champ	Propriétaire de la terre
Homme	OK	OK
Femme	OK	NON
Garçons	OK	OK
Fille	OK	NON

Il ressort de ce tableau qu'en général, seuls les hommes sont propriétaires des parcelles. Les femmes mariées et non-mariées n'ont nullement le droit de la propriété terrienne.

Seulement actuellement, il y a une tendance qui se confirme pour que les femmes/filles mariées et non-mariées aient accès à la terre. Après les prouesses qu'elles ont témoignées depuis début décennie '90 à ces jours, période fort marquée par les crises politique, économique et sociale davantage exacerbées par des guerres en répétition.

3.5.5. HERITAGE

Pour contourner les écueils qu'il renferme, il est souhaitable de rencontrer le préalable ci-après :

- faciliter et concrétiser l'accès à l'héritage
- appliquer le code de famille en matière d'héritage

Quels que soient l'âge et le niveau d'instruction d'une femme, cette dernière ne peut en aucun cas être désignée comme héritière de la famille.

Signalons cependant qu'une dynamique allant dans le sens de la promotion des droits humains, la vulgarisation de l'égalité des droits en matière d'héritage présente des avancées significatives dans le territoire de WALUNGU : « femme a droit à l'héritage ».

3.5.6. SECTEURS SOCIAUX

Dans les domaines de : santé, éducation, eau & assainissement, logement : la femme comme l'homme ont l'égal accès. Néanmoins, il faut signaler que la gestion dans ces secteurs revient dans bien de cas, sinon exclusivement à l'homme.

De plus, dans le domaine de l'éducation, la tendance est celle de considérer l'homme et la femme au même degré notamment en ce qui concerne le droit à la scolarisation.

3.5.7. SECTEURS ECONOMIQUES

Economiquement, la tendance est d'employer à la fois l'homme et la femme dans toutes les activités, sans distinction aucune, seulement l'homme intervient davantage dans le commerce (carrière des minerais, vente des bétails...) alors que la femme s'emploie utilement dans la vente des denrées alimentaires.

Par ailleurs, pendant toute la période des turbulences, la femme a excellé dans ce secteur car, apte d'effectuer des transactions auxquelles se livre à peine l'homme,, notamment la vente des légumes, et autres types de troc.

3.5.8. SECTEURS DE L'EMPLOI

Pour l'essentiel, ce secteur reste dominé par les hommes, surtout dans l'administration publique.

Il s'observe une intégration progressive de la femme dans les organisations non gouvernementales et entreprises privées. Dans ce dernier cas, la femme occupe des postes de choix à l'égal de certains hommes.

L'approche « Gender » prend de plus en plus de place dans le domaine de l'emploi à WALUNGU.

3.5.9. SPHERES DE PRISE DE DECISION

Les prérogatives de prise de décision dans le ménage reviennent à l'homme. La pratique, dans le Bushi exige que seuls les hommes participent au Conseil du village. Néanmoins, il est reconnu à la femme la capacité de penser, d'innover...

3.5.10. MIGRATION

La particularité dans le Bushi est que la population a la vocation agro-pastorale. Cette activité se réalise suivant une culture de sédentarisation. L'homme contrôle un

espace qu'il a mis en valeur et veille sur son cheptel. Il se déplace quelque rare fois à la recherche des points d'eaux et de pâturages.

Une nouvelle dynamique se particularise dans le déplacement à longue distance, surtout avec les effets des guerres avec comme corollaire la famine. Certains éleveurs partent de Bushi vers le Burega traînant un cheptel important destiné à la vente tout au long du parcours. Devant ce séjour prolongé, la femme prend la direction du ménage. L'exercice de responsabilité est limité à des tâches élémentaires, celles liées à l'alimentation par exemple.

3.6. INDICATEURS DE LA PAUVRETE

Les Consultations Participatives à WALUNGU ont révélé une série d'indicateurs, pouvant être synthétisée selon le cas, dans les domaines ci-après :

3.6.1. AGRICULTURE

- Les terres cultivables sont exiguës
- les outils aratoires utilisés sont dérisoires
- les intrants agricoles sont difficiles à trouver
- la production agricole a baissé considérablement
- plusieurs champs ne sont pas mis en valeur entièrement
- les semences utilisées sont prélevées dans les produits à consommer
- la terre cultivable est pauvre et érodée
- l'irresponsabilité de l'Etat (prise en charge des techniciens non avertis) est constatée.

3.6.2. ELEVAGE

- Les bétails (cheptels) sont décimés suite aux pillages et vols
- Les maladies et l'inaccessibilité de l'éleveur aux soins vétérinaires
- La production de lait a baissé considérablement
- Les pâturages ne sont pas entretenus
- Le nombre des têtes abattues au marché a baissé
- Le délabrement des installations sanitaires

- Les textes légaux en matière d'élevage ne sont pas applicables

3.6.3. SANTE

- La malnutrition chez les enfants et certains adultes
- L'accès aux soins médicaux est difficile
- Le nombre des accouchements à domicile est élevé
- Le manque de soins de qualité ;
- Les malades n'arrivent pas à honorer les factures des soins médicaux
- Les gens sont incapables de se faire examiner de façon préventive'
- La couverture vaccinale est très faible : le programme élargi de vaccination n'est pas même connu par la population
- L'accès à l'éducation à la santé est impossible
- Le personnel qualifié insuffisant
- Les pharmacies privées sont inexistantes
- Les formations médicales sont mal gérées.
- Le transport des malades s'effectue sur la tête
- Avant le retrait des dépouilles mortelles dans les formations médicales, les frais afférents aux factures sont préalablement exigés.
- Il n' y a que cinq (5) hôpitaux de référence dans le territoire (WALUNGU-centre, Kaziba, Nyangezi, Kaniola, Mubumbano).

3.6.4. HABITAT

- L'habitation à WALUNGU est généralement constituée des maisons faites en terres battues. Les maisons en matériaux durables sont remarquables dans les centres et des groupements. Ces maisons sont généralement des services, des bureaux, des hôpitaux et centres des santés, les écoles, les églises et autres maisons commerciales.
- La politique de l'habitat n'est pas appliquée
- Certaines habitations sont faites en paille.

Globalement, il peut être retenu ce qui suit :

- Pillages des biens
- Veuves et orphelins des guerres abandonnés dans les villages
- Non-scolarisation et déperdition scolaire des enfants
- Recrudescence des maladies endémiques
- Banditisme et délinquance juvénile
- Abandon des épouses par les hommes à la recherche du bien-être
- Prostitution des filles et femmes mariées
- Grossesses et naissances indésirables
- Personnes dépourvues d'habitat
- Beaucoup de maisons en pisée
- Courte espérance de vie
- Enrôlement (volontaire ou forcé) des enfants mineurs dans l'Armée
- Mariages précoces et/ ou forcés
- Malnutrition
- Dépravation des mœurs
- Prolifération des VIH/SIDA, MST et IST
- Inexistence des Institutions financières.

3.7. PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE ET INQUIETUDES

3.7.1. Site NSHENSHA/ WALUNGU- centre

N°	Problème	cause	Inquiétude
1	Guerre permanente	Présence des groupes armés et forces négatives	Insécurité permanente, viol, violences, vol, pillage...
2	Production agro-pastorale en baisse	Infertilité du sol, terres cultivables exiguës, semences dégénérées	Famine, baisse de revenu, conflits latents de terres, manque de financement adéquat
3	Justice inéquitable, arbitraire et corrompue	Fonctionnaires et agents de carrière de l'Etat impayés, ignorance des droits et devoirs par la population, confusion régnant entre Services ayant en charge l'administration du droit et les Services de Sécurité (ANR, Police...) et l'Armée.	Lois, dignité humaine et droits humains bafoués. Arrestations arbitraires.
4	Habitat incommode	Manque de politique nationale sur l'habitat, non- prise en charge des sinistrés et autres indigents, pauvreté	Vulnérabilité aux intempéries, contamination aux maladies diverses
5	Routes de desserte agricole et nationale (Bukavu-WALUNGU Kindu- Kasai) en mauvais état	Désengagement de l'Etat	Baisse de flux de transport et de volume d'affaires (transactions); Baisse de la production et consommation
6	Enfants à l'école mal encadrer	Programmes inadaptés, niveau bas des enseignants, parents irresponsables, désengagement de l'Etat	Vagabondage, délinquance juvénile, enseignement au rabais et relève difficile, avenir du pays hypothéquée.

7	Enfants en âge scolaire à la maison	Parents impayés, désengagement de l'Etat	Vagabondage, délinquance juvénile, enseignement au rabais et relève difficile, avenir du pays hypothéqué.
8	Non-prise en charge des personnes déplacées de guerres et victimes des catastrophes naturelles	Désengagement de l'Etat, Populations inciviques	Perte importante en vies humaines, Avenir du pays compromis

3.7.2. Site MUKU

N°	Problème	Cause	Inquiétude
1	Production agro-pastorale en baisse	Terres cultivables insuffisantes, terres infertiles, non-accompagnement des agriculteurs, bétails et volailles décimés et pillés pendant les troubles, géniteurs de bonnes races quasi-inexistantes, ignorance des nouvelles techniques, divagation des bêtes (élevage traditionnel), manque de subventions de l'Etat	Prix des produits agro-pastoraux élevés, produits vétérinaires très rares, revenus des ménages en baisse, famine, malnutrition.
2	Infrastructures scolaires et universitaires	Désengagement de l'Etat, modicité des contributions de parents ; manque d'autofinancement des écoles.	Gestion des écoles et encadrement des écoliers et étudiants en difficulté prolongée ; présence des

N°	Problème	Cause	Inquiétude
	délabrées		générations mal instruites
3	Soins de santé inaccessibles et non-assurés (précaires)	Insuffisance de formations médicales, personnel médical mal formé, coûts élevés des soins, formations médicales existantes mal équipées, Manque de subventions publiques, salaires impayés.	Destruction du capital humain, reconstruction et avenir du pays compromis, famine.
4	Marchés fonctionnels le soir	Habitants se rendant à Bukavu pour diverses activités (approvisionnement), autres heures de la journée consacrées aux autres occupations (dont les champs)...	Alimentation non-équilibrée,
5	Terres cultivables occupées par des grands planteurs et inexploitées	Distribution irrationnelle et sentimentale des terres par les « Bami » ; les pesanteurs culturelles	Utilisation excessive de terres restantes entraînant la baisse de rendement dans la production ; Problématique d'une perspective de réforme agraire ; famine.
6	Habitat précaire	Revenu par habitant faible, coûts de matériaux élevés, absence d'une politique sociale d'habitat, lotissement sur des zones interdites, déficit de formation pour certains architectes, désengagement de l'Etat, populations inciviques.	Vulnérabilité des intéressés aux intempéries ; contamination aux maladies diverses,
7	Exode rural	Insécurité, populations victimes des exactions et autres sévices par les hommes en uniformes et autres personnes incontrôlées, délocalisation des opérateurs économiques et sociaux, recherche du bien-être,	Fuite des cerveaux et autres personnes ressources du milieu, population abandonnée à son sort, mise en valeur du milieu hypothéquée (démantèlement des unités indispensables installées), pauvreté accentuée.

N°	Problème	Cause	Inquiétude
		Désengagement de l'Etat	
8	Ecoles en nombre insuffisant	Désengagement de l'Etat ; surpopulation ; fermeture de certaines d'entre-elles suite à l'insécurité ;	Pléthore dans les classes et rendements médiocres ; niveau de formation en baisse ; prolifération des écoles à la formation au rabais et vocation essentiellement lucrative.
9	Cadres récréatifs, sportifs et de loisirs quasi-inexistants	Désengagement de l'Etat ; investissements onéreux pour la population.	Faible culture en la matière ; absence d'esprit d'émulation ; ignorance accentuée.
10	Insécurité battant son plein	Guerres ; bandes armées ; manque d'encadrement des unités démobilisées et désarmées ; Désengagement de l'Etat.	Paix compromise ; l'avenir du pays hypothéqué ; paralysie de toutes des activités dans tous les secteurs de la vie nationale.

3.7.3. Site de MUCINGWA/ KAZIBA

N°	Problème	Cause	Inquiétude
1	Agents de carrière et Fonctionnaires de l'Etat impayés	Désengagement de l'Etat	Démotivation continue et développement des pratiques incompatibles et inciviques.
2	Infrastructures socio-économiques publiques et privées délabrées	Manque d'une politique d'entretien et d'aménagement du Territoire ; désengagement de l'Etat ; découragement des opérateurs asphyxiés par une réglementation non-atrayante.	Inaccessibilité suite aux coûts élevés ; vulnérabilité aux intempéries ; bien-être non assuré.

N°	Problème	Cause	Inquiétude
3	Recettes publiques détournées par les agents percepteurs	Laisser-aller et complicité des dirigeants ; impunité au sommet de l'Etat ;	Difficile à l'Etat de répondre aux besoins essentiels et d'assumer correctement ses fonctions régaliennes.
4	Ignorance des modalités d'accès au pouvoir	Sous information et désinformation ; manque de formation en civisme.	Montée d'une catégorie des citoyens sans connaissance aucune du pays ;
5	Abandon des ménages par les chefs de familles en quête du bien-être	Désengagement de l'Etat ; pauvreté mentale dans le chef de certains chefs de famille ; crise de l'éthique et de la morale	Déséquilibre des ménages et vulnérabilité croissante ;
6	Electricité à faible couverture dans la contrée	Très courte extension du réseau SNEL à Kaziba ; micro barrages privés (du reste pour l'hôpital) impuissant	Activités agro-pastorales en mal d'implantation ; Habitations non éclairées ; éclairage public inexistant.
7	Femmes plus surchargées que les hommes dans les activités champêtres	Pesanteurs socio-culturelles	Inefficacité des femmes dans les tâches des ménages ; problématique
8	Conditions de travail médiocres dans les écoles	Désengagement de l'Etat ; Irresponsabilité de certains chefs d'Etablissements publics et privés ; Incivisme caractérisé d'une catégorie des populations ;	
9	Approvisionnement difficile en produits pharmaceutiques	Nombre insuffisant des pharmacies opérationnelles ; manque d'une politique y afférente au niveau des institutions de santé opérant dans le milieu ; Désengagement de l'Etat.	Mauvais conditionnement des quelques produits (relevant surtout de la contre- façon) détenus par les charlatans de tout bord ; pratique excessive de l'automédication avec risque d'intoxication;

N°	Problème	Cause	Inquiétude
10	Irrégularité dans l'approvisionnement en eau	Inefficacité du réseau de distribution ; adductions n'atteignant pas plusieurs coins (faible couverture) ; Désengagement de l'Etat	Maladies d'origine hydrique fréquentes ; utilisation excessive des eaux non traitées (rivières) ; mortalité infantile en progression.

3.7.4. Site de MUNYA

N°	Problème	Cause	Inquiétude
1	Soins de santé difficilement accessibles	Habitations éloignées de formations médicales ; coûts de services élevés ; désengagement de l'Etat	Accouchements à domicile connaissent l'expansion ; automédication avec risque d'intoxication ; Mortalité en progression faute d'une prise en charge rapide ; recours excessifs chez les guérisseurs, tradi-praticiens et aux groupes de prière.
2	Ecoles en mauvais état et éloignées des habitations	Inexistence d'une politique d'aménagement du milieu ; désengagement de l'Etat.	Longues distances à parcourir par les enfants scolarisés et baisse de leur rendement ; forte prédisposition à la descolarisation ;
3	Sécurité sociale non assurée	Inefficacité de l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) ; non respect du Code du travail	Agents de carrière et Fonctionnaires de l'Etat en âge de retraite sont encore en fonction ; faible rendement et routine au travail ; les nouvelles générations en âge de travailler sont au chômage ; conflits de générations.
4	Approvisionnement en eau potable non assurée	Insuffisance d'adductions d'eau ; sources d'eau non aménagées ; Regideso inexistante à Munya	Permanence des maladies d'origine hydrique ; recours par la population aux eaux des rivières et ruisseaux ; parcourir des longues distances à la recherche de

N°	Problème	Cause	Inquiétude
			l'eau potable (Chijanja, Ngali, Muganzo, Iraga...).
5	Routes de desserte agricole en mauvais état et impraticables	Inexistence de politique d'aménagement du milieu ; insuffisance des moyens nécessaires pour la maintenance et la construction des routes ; Désengagement de l'Etat.	Dégradation avancée des routes existantes ; longues distances parcourues à pied ; Transactions commerciales et autres activités en diminution ; initiatives des personnes physiques et morales anéanties et découragées ; manque à gagner pour la contrée et la Province.
6	Marchés étroits et en très mauvais état	Irresponsabilités des autorités provinciales et locales ; mauvaise gestion des recettes générées par ces marchés ; Impunité et désengagement de l'Etat.	Vendeurs et marchandises exposés aux intempéries ; non respect de l'hygiène ; maladies digestives en forte propagation.
7	Accès difficile à la Justice	Le Tribunal se situe loin du territoire(à près de 60 km) ; incompétence du personnel judiciaire ; ignorance des droits et devoirs par la population.	Arrestations arbitraires ; confusion des rôles dans différents services (Armée, Police, ANR, Justice...)
8	Potentialités de Nyangezi inexploitées	Esprit d'entrepreneuriat pas poussé ; inexistence des politiques de mise en valeur des espaces.	Exploitation artisanale en expansion ; manque à gagner considérable pour la contrée et la province
9	Accès difficile à l'enseignement supérieur et universitaire	Institutions supérieures et universitaires en nombre insuffisant ; désengagement de l'Etat.	Elèves finalistes et étudiants potentiels affluent les institutions de Bukavu et parcourent de longues distances en longueur des journées ; le niveau le plus élevé à atteindre c'est le diplôme d'Etat.
10	Activités récréatives, sport & loisirs négligés	Lieux aménagés pour pareilles activités inexistant ; désengagement de l'Etat	Délocalisation (fuite d'athlètes) pour d'autres pays et difficulté de promouvoir les générations montantes des sportifs bien formés; Délinquance juvénile ; difficulté

N°	Problème	Cause	Inquiétude
			de disposer d'une équipe nationale multidisciplinaire.

3.7.5. Site de MULENDE

N°	Problème	Cause	Inquiétude
1	Production agro-pastorale en baisse	Infertilité du sol ; techniques agricoles inadaptées ; Insécurité ; pillages de bétails ; soins vétérinaires inexistant	Prix excessifs des produits agro- pastoraux ; paupérisation des agro-éleveurs ; consommation des produits vétérinaires devenant un luxe.
2	Soins de santé mal assurés	Médicaments insuffisants ; Formations médicales moins équipées ; personnel médical mal payé ; certains médicaments sont inexistant.	Taux de mortalité élevé
3	Approvisionnement en électricité inexistant	Manque de volonté politique	La majorité d'habitations sans électricité ; l'hôpital général de Munzinzi fonctionne difficilement ; initiatives d'entrepreneuriat limitées ; les travaux ménagers sont en mal (pas de moulins)
4	Secteurs artisanal et de tannerie négligés	Caractère informel des secteurs artisanal et tannerie	Manque à gagner pour la province ; retard accusé dans la promotion des secteurs.
5	Femmes plus chargées que les hommes dans les activités champêtres	Us et coutumes	Problématique de tempérer l'ampleur des us et coutumes.
6	Conditions de logement	Revenu par tête bas ; Manque d'une politique d'habitat	Conditions hygiéniques devenant continuellement

	précaires	; désengagement de l'Etat.	médiocres ; promiscuité
7	Approvisionnement difficile en eau potable	Sources et adductions d'eaux non aménagées	Maladies d'origine hydrique devenant chroniques
8	Terres cultivables insuffisantes	Riches et autres planteurs détenteurs des grands espaces cultivables	Régression dans la production ; Conflits de terres restant encore latents.
9	Accessibilité de la minorité de la population aux moyens modernes de communication et d'information	Manque d'une politique nationale en matières de télécommunication et télématique ; revenu par tête bas ; Absence de couverture convenable par des radios locales.	Sous information chronique ; institutionnalisation des rumeurs ; forte propension à la manipulation de la population.
10	Exploitation artisanale des briques et autres ressources	Absence d'une politique d'encadrement par les organisations formelles (Ministère des Petites et Moyennes Entreprises...).	Productions piètres en continuation ; Manque à gagner chronique des ressources de l'Etat.

3.8. CONCLUSION PARTIELLE

L'examen des résultats présentés dans cette partie, fait ressortir une similitude dans la manière de percevoir les problèmes dans les 5 sites de consultations. Cela est motivé par les atrocités et autres événements dont l'ensemble de la communauté (territoire de WALUNGU) est victime.

Par ailleurs, un aspect parmi les préoccupations examinées a été abordé avec réserve à savoir la dimension genre de la pauvreté car, les prescrits de la coutume demeurent une référence de taille, pour toute perspective de changement. Aucune mutation n'est possible sans compter avec le vouloir du Mwami ou de la lignée régnante.

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE

4.1. Sources majeures des revenus

La pauvreté qui sévit dans les villages de WALUNGU a poussé les populations à développer leur génie créateur.

Les lignes qui suivent, présentent les quelques mécanismes de survie développés par les populations dans certains domaines dont :

4.1.1. AGRICULTURE

- l'agriculture pratiquée est celle de subsistance
- La pratique de la technique d'association des cultures. En effet, sur un petit lopin de terre, on y plante plusieurs types de cultures dont les plus importantes le manioc, patate douce, les haricots, le maïs...
- Le lopin de terre est cultivé pendant toute l'année
- La houe constitue le principal outil de production
- pratique de la culture d'arbres (eucalyptus, cyprès,...)
- Le regroupement de la population en petites associations
- Exploitation d'arbres fruitiers
- Les cultures maraîchères
- Les cultures des variétés à reproduction rapide
- La cueillette des champignons dans les forêts.

4.1.2. ELEVAGE

- Certains éleveurs pratiquent l'élevage en stabulation
- Les bêtes (vaches, chèvres, moutons, cobayes...) appartenant aux éleveurs qui n'ont pas suffisamment d'espace. C'est pourquoi, les éleveurs sont contraints de passer nuit dans la même case que leurs bétails.
- Certains éleveurs (cas de Nyangezi) cultivent du fourrage pour nourrir leurs bêtes avec l'appui de l'ONGD SINYA (Syndicat d'Initiatives de Nyangezi).
- Pratique de l'élevage des cobayes par la grande majorité de familles

- Les éleveurs de certains villages se cotisent pour acheter des produits vétérinaires contre les tiques
- Le regroupement de la population dans des petites associations
- D'autres éleveurs pratiquent l'élevage des abeilles (l'apiculture)
- Vente des produits et sous produits de l'élevage (compost...).

4.1.3. CHASSE

- chasse des rats sauvages
- piégeage d'oiseaux
- pisciculture

4.1.4. COMMERCE

- création de sectes religieuses
- Etant donné que des grands marchés n'ont lieu que tel ou tel autre jour de la semaine et que les petits marchés ne se tiennent que dans la soirée, les vendeuses pratiquent également l'agriculture pour le reste des temps pendant lesquels elles ne sont pas au marché.
- Vente d'eau potable sur des lieux publics
- Les vendeurs recourent aux produits de leurs activités agricoles ou pastorales pour renforcer leur capital d'affaire (capital de commerce)
- Trocs (produits agricoles contre produits manufacturiers)
- Les types commerce pratiqués varient selon la disponibilité de la marchandise et la consistance des bénéfices tirés dans tel ou tel autre type de commerce pendant une période donnée.
- Plus ou moins 90 % des femmes pratiquent le commerce (braise, haricot...)
- Les femmes obtiennent de crédits les produits maraîchers ou des bois de chauffe qu'elles amènent à Bukavu pour vendre. Les invendus sont retournés aux fournisseurs de la marchandise.
- Vente de la paille, chaume, fourrages, cordes
- Récupération des emballages perdus et leur réaffectation dans d'autres domaines
- Vente de thé « pirates »
- La prostitution clandestine
- Vente avec commissionnaires interposés ; le courtage

4.1.5. MOYENS DE TRANSPORT

Pour faire face aux problèmes de moyens de transport, la population a développé les stratégies suivantes :

- les voyages à pied d'un village à un autre ou d'un territoire à l'autre
- le transport des marchandises sur les dos
- le transport à pied des bétails destinés à la vente d'un territoire à l'autre (par exemple les vaches en provenance d'Ouganda atteignent WALUNGU jusqu'à Kamituga
- irrégulièrement les véhicules atteignent le chef lieu du territoire et dans certains coins, ils y passent pour d'autres destinations
- transport au dos de personnes et des marchandises lors des inondations
- Utilisation irrégulière des véhicules amortis pour le transport des personnes, des bêtes et d'objets à la fois ; cause de beaucoup d'accidents ;s

4.1.6. EDUCATION

- la paie des enseignants par les parents (prime aux enseignants)
- les frais de fonctionnement sont pris en charge par les parents
- la construction et réhabilitation des écoles sont supportées, pour une part importante par les parents des élèves
- les associations de développement et les églises ont crée les centres d'alphabétisation à travers lesquels, elles apprennent aux personnes adultes à lire et écrire
- certains élèves travaillent comme manutentionnaires pour subvenir à la prime à payer aux parents
- cantines scolaires
- certains élèves font le petit commerce pour besoin d'études
- la mise en location des bâtiments scolaires pour des manifestations diverses
- les parents procèdent à la vente des bêtes pour assurer l'éducation ou encore travaillent comme main d'œuvre agricole
- quelques volontaires privés aident les écoles et (ou) les élèves soit en construction, soit en équipement ou en paiement de la prime aux enseignants

- La création des écoles privées dont certain pour de raisons lucratives plutôt que sociales.
- Vente de la production des champs scolaires et familiaux.

4.1.7. SANTE

- mettre sur pied des pharmacies privées
- la médecine traditionnelle bat son plein : les gens ne vont à l'hôpital que lorsqu'ils sont fortement affaiblis par la maladie
- les gens recourent fortement à l'automédication
- les populations recourent à la prière dans des chambres de prière pour chasser la maladie
- création des officines pharmaceutiques pirates
- les accouchements à domicile sont fréquents et souvent faits par les certaines femmes du village
- Interventions de certains organismes non gouvernementaux dans le secteur de la santé.
- Pratique de médecine par des charlatans

4.1.8. EMPLOIS ET RESSOURCES HUMAINES

L'accès à l'emploi et aux ressources humaines est réellement un casse-tête. Pour y faire face, la population a développé les pratiques suivantes :

- L'utilisation des ressources humaines peu ou sous qualifiées. C'est notamment dans le domaine de l'enseignement où des diplômés d'Etat dispensent les cours jusqu'au niveau des classes terminales dans l'enseignement secondaires
- Les ressources humaines qualifiées sont en nombre réduit. C'est notamment dans le domaine de la santé où on enregistre le cas échéant certains hôpitaux généraux de référence qui n'ont que deux (2) médecins traitants.
- Certaines personnes travaillent comme main d'œuvres agricoles dans les champs ou aux domiciles des voisins.

- Certains garçons sont dans des carrières minières ou dans la fabrication des briques
- Des filles et des femmes s'adonnent à la prostitution
- Entreprenariat
- Préceptorat et cumul des fonctions
- Auto-perfectionnement
- Création des initiatives locales pour le développement
- Utilisation de la main d'œuvre infantile
- Enrôlement des mineurs dans l'Armée
- Occasionner délibérément les guerres et pillages
- Opportunisme politique
- Clientélisme et corruption
- Népotisme
- Création des boudoirs
- enlèvement des personnes et exigence des rançons pour leur libération
- contrats journaliers dans l'agriculture
- pratique du Work for Food
- mendicité
- complicité avec les bandes armées
- employés dans les secteurs de la santé et de l'enseignement
- exploitation des maisons de tolérance
- l'exode des jeunes vers d'autres territoires ou d'autres pays espérant des jours meilleurs afin de subvenir aux besoins de la famille

4.2. Conclusion partielle.

Dans un contexte de crise généralisée et de quasi-absence d'emplois salariés, la population de WALUNGU s'est évertuée à développer des activités relevant pour l'essentiel du secteur informel. Il faut souligner, cependant, le dynamisme manifeste de cette population en dépit des contraintes qui émaillent son environnement immédiat et du caractère rudimentaire de son outil de travail.

Il s'avère que dans les conditions optimales de travail, l'évidence est que les activités exercées par la population de WALUNGU, engendreraient, mutatis mutandis, une

certaine valeur ajoutée. D'où la nécessité d'un appui et accompagnement technique en vue d'impulser un véritable développement durable du milieu.

CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

Introduction

L'organisation des services sociaux par l'Etat est une entreprise salvatrice pour la promotion du développement des communautés de WALUNGU.

Ces services facilitent la réalisation de tout objectif et cela, dans différents domaines de la vie nationale.

Les infrastructures constituent un des maillons essentiels dans les échanges entre provinces, territoires et communautés. Les infrastructures en bon état opérationnel, réduisent les charges afférentes à la production et donc renforcent la compétitivité.

Paradoxalement à ce qui précède, les secteurs des services sociaux et infrastructures demeurent dans un état alarmant. La réalité de ce secteur peut être appréhendée notamment dans les domaines suivants : éducation, santé, sécurité publique, eau, électricité, hygiène, routes, routes, moyens de transport, marchés, poste et télécommunication, lieu d'amusement, bibliothèque et centre de documentation, magasins,...

5.1. EDUCATION

5.1.1. NIVEAU D'ACCES

De manière générale, les écoles de WALUNGU connaissent un état de délabrement fort avancé. Les salles de classes ne répondent pas aux critères exigés. Certains villages sont très éloignés des écoles, condamnant les élèves à parcourir des longues distances au moins 3Km (aller). Ce qui explique en partie le taux croissant des personnes analphabètes.

5.1.2. QUALITE DE L'EDUCATION

- La non- mise à niveau des enseignants dans l'application du programme national. Cependant, la documentation demeure un casse-tête pour les enseignants et élèves.
- La plupart d'enseignants du secondaire sont des diplômés d'Etat (D6), ce qui explique en partie la baisse considérable du niveau d'enseignement.
- Les finalistes ne bénéficient plus de la bourse de l'Etat
- La prise en charge des enfants par l'élite intellectuelle du pays :

Cependant, les parents attachent une très grande importance à l'éducation de leurs enfants et y consacrent une bonne partie de leurs revenus. Signalons que beaucoup d'enfants en âge scolaire, surtout les jeunes filles traînent encore à la maison.

- Manque d'une bonne prise en charge de l'élite enseignante par l'Etat congolais, entraînant ipso facto la fuite des cerveaux en masse à la recherche du bien-être vers l'étranger : cause de la sous qualification du personnel enseignant au primaire et secondaire.
- Les écoles sont dépourvues des bancs, matériels didactiques, bibliothèques...
- Les matériels didactiques possédés par certaines écoles sont insuffisants et inadaptés.
- Le territoire manque d'écoles maternelles
- Inaccessibilité à l'école suite à la pauvreté occasionnée en partie par les pillages et guerres en répétition.

5.2. SANTE

5.2.1. ACCES

Le territoire de WALUNGU compte trois (3) hôpitaux généraux fonctionnant difficilement. Grâce aux différents appuis en médicaments et autres matériels médicaux faits par des partenaires notamment le MALTESER (une organisation sans but lucratif allemande), le Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM).

En dépit de cette assistance, l'accès aux soins de santé primaire est davantage rendu difficile suite à la position géographique des certains villages tels que MUSHINGA.

Fort de cette réalité, la malnutrition est monnaie courante et fort remarquable à WALUNGU. Qu'il s'agisse des enfants ou adultes, les coûts de soins de santé pèsent lourdement sur les revenus des ménages.

En somme, en dépit des interventions des partenaires traditionnels (quasi-permanents) : MALTESER, BDOM et ponctuels (Confessions religieuses, FSKI ; l'accessibilité aux soins de santé reste un véritable problème social. On y rencontre des problèmes sanitaires dont le Paludisme, les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques, les verminoses, la malnutrition, le Sida et autres IST, etc.

5.2.2. QUALITE DES SERVICES DE LA SANTE

Les services offerts par les formations médicales ne sont pas d'une bonne qualité, faute des médicaments nécessaires et qualifications requises. Certaines formations médicales ne peuvent assurer que des soins ambulatoires. Malgré quelques visites (tour de salles) sporadiques de quelques médecins de rares formations médicales, l'accès aux soins de santé demeure une mer à boire, même avec l'intervention des partenaires. Ce qui occasionne et favorise, par-dessus le marché, la vente illicite des médicaments aux marchés, l'automédication et le recours accentué aux féticheurs et charlatans de la médecine traditionnelle.

Actuellement, le territoire de WALUNGU compte un District sanitaire appelé District du centre, 5 Zones de santé, 5 hôpitaux dont : WALUNGU, Kaziba, Nyangezi, Mubumbano et Kaniola. On y trouve également quelques centres hospitaliers, centres de santé de référence, centres de santé, postes de santé. Il n'existe pas des mutuelles de santé.

En définitive, concernant la qualité des soins, il sied de retenir ce qui suit :

- Irrégularité dans la fourniture des médicaments essentiels (génériques)

- Difficulté dans l'approvisionnement des médicaments de spécialité suite au manque d'autofinancement de la plupart de formations médicales et faible niveau des revenus (pauvreté) de la population.
- La non-valorisation (non-utilisation) des finalistes sortis des établissements d'enseignement supérieur de la place dont l'I.T.M.
- Manque des spécialistes, voire dans certaines grandes formations médicales. Si l'on en trouve, ils sont en nombre insuffisant au regard des besoins.

5.3. LOGEMENT

5.3.1 ACCES

Généralement tous les ménages possèdent au moins une maison. Les jeunes garçons de la famille peuvent aussi en trouver. La parcelle ne pose pas problème car, le père est sensé l'octroyer à ses fils selon ses possibilités. L'idéal serait la construction des logements sociaux.

5.3.2. QUALITE DE LOGEMENT

La grande question ne réside pas au fait que chaque famille possède au minimum un logis.

Cependant, la question est celle de savoir de quels types de matériaux ces maisons sont-elles faites ? Combien des pièces comprennent-elles ? Chaque pièce compte combien de personnes ?

Il se précise que les maisons en tôles ondulées se retrouvent souvent au bord de la route. A l'intérieur du village c'est une autre réalité qui se manifeste, car les maisons sont construites en terres battues, et les toitures sont en pailles. On y dénombre majoritairement les huttes.

Les maisons sont généralement de 3 pièces au maximum. La disposition et la taille de pièces font en sorte que les hommes et les bétails passent nuit dans une même pièce avec tout ce que cela comporte comme risque de contamination de maladies.

Avec le phénomène et les retombées de la guerre, les personnes civiles partagent le même toit avec les militaires qui, sont soit membres des familles, soit une connaissance, soit encore un inconnu sans abris. La situation est d'autant plus accentuée avec la démolition des maisons par le fait de la guerre, conflits interethniques et voire les catastrophes naturelles (éruption volcanique, tremblement de terre, inondations...).

5.4. EAU ET ASSAINISSEMENT

5.4.1. NIVEAU D'ACCES

L'accès à l'eau potable n'est pas encore assuré. Dans certains endroits, les bornes fontaines sont installées le long des routes ou dans le quartier. Toutefois en général, la plus grande étendue du territoire n'est pas desservie en eau potable. Par exemple à Ngali, Munganzo, Mushenyi...il faut parcourir une distance d'environ 3 heures de marche à pied pour accéder à une source aménagée.

L'eau est dans les sites où l'on peut en trouver gratuitement. L'adduction d'eau reste encore insuffisante.

A Kalunga, dans le groupement de Kamanyola, l'eau potable pose problème surtout en période de saison sèche (du mois de mai au mois d'octobre.

5.4.2. QUALITE DE LA DESSERTE

La desserte en eau est de deux types :

Les sources captées et aménagées qui desservent de manière directe les villages où elles sont implantées.

L'adduction d'eau qui est généralement réalisée avec le concours des organisations humanitaires (IRC, CAB (Comité Anti- Bwaki,...). Aussi, dans certains ruisseaux, les populations y retrouvent encore des services en eau.

5.4.3. EXTENSION ET ENTRETIEN DE LA DESSERTE

L'entretien des sources d'eau et d'adductions d'eau relève de la responsabilité de la population qui, parfois se désintéresse ou carrément est incapable de procéder à un entretien plus complexe nécessitant le remplacement de la tuyauterie, la réparation de la pompe-aspirateur.

WALUNGU regorge beaucoup de sources jaillissant. Les valoriser, ça serait une solution salubre afin de réduire tant soit peu les risques de contamination des maladies de type hydrique.

L'idée serait d'installer des robinets et douches publics sous la supervision des agents attitrés.

5.5. VOIES DE COMMUNICATION

5.5.1. TYPES

La voie de communication est une et unique dans le territoire de WALUNGU.

La voie routière est encore difficilement praticable ou carrément impraticable, comme c'est le cas du tronçon Nyangezi- Burhinyi- WALUNGU Centre distant de 100 Km ; il en est de même de la route Nyangezi-WALUNGU via Ciherano.

Le désenclavement du territoire de WALUNGU passe par la réhabilitation convenable de ses routes.

5.5.2. NIVEAU D'ACCES

Les routes principales sont celles qui restent opérationnelles. Les routes de dessertes sont toutes quasi impraticables. D'autres endroits nécessitent des nouvelles tracées de routes comme le tronçon Kaziba- Lubarika, pour désenclaver ce milieu.

Les routes nationales que de dessertes agricoles sont en mauvais état et nécessitent la réhabilitation.

5.5.3. QUALITE

Les routes sont en terre argileuse. Ceci est à la base des nombreux accidents et endommagent les véhiculent surtout en saison de pluie.

Routes en mauvais état nécessitant une réhabilitation :

- Bukavu- Nyangezi- Uvira
- Nyangezi- Mukunamwa-WALUNGU- Shabunda
- Bukavu-WALUNGU- Mwenga
- Bukavu- Butuza - Lubona - Mushinga - Burhinyi
- Bukavu - Kabare - WALUNGU Mwenga
- Bukavu - Businga - Kalunga - Kamanyola - Uvira
- Kaziba - Lubarika

Infrastructures aériennes : il y a nécessité de créer plusieurs aérodromes dans les sites ci-après :

- Bulonge, Nduba, Ciburhi (WALUNGU).

Autres infrastructures :

- Réhabiliter les hôpitaux existants et en créer d'autres notamment à Tubimbi et Luntukulu
- Création des Instituts supérieurs et Centres universitaires en milieu rural tels que l'ISTM ; ISGS, etc.
- Construire des magasins et des casernes pour des militaires
- Aménager des bureaux et autres bâtiments publics au profit des groupements et localités.
- Implantation des tribunaux de paix

- Eriger des latrines publiques tout au long des routes au niveau des agglomérations.

5.6. MARCHES

5.6.1. NIVEAU D'ACCES

Les marchés sont nombreux dans le Territoire de WALUNGU. L'on compte principalement au-delà de 7 marchés. Ces marchés fonctionnent seulement deux fois la semaine. Parallèlement à ces principaux marchés, les autres jours fonctionnent d'autres petits marchés sporadiques dits « Kasoko » exprimant le diminutif du marché. D'où la nécessité de construire des marchés suffisamment bien structurés et des abattoirs.

Il y a nécessité d'opérer des nouvelles tracées partant de l'aéroport. Il s'agit du tronçon Bulonge- Nduba - Ciburhi de WALUNGU.

5.6.2. QUALITE

la qualité du marché se situe à deux aspects dont :

- Aspect physique : les marchés se tiennent sur des parcelles ouvertes. Les marchandises comme les marchands sont exposés aux intempéries et à l'insalubrité.
- Aspect d'approvisionnement : les denrées alimentaires sont les principaux produits des marchés de WALUNGU. On peut y retrouver quelques produits manufacturiers en provenance de Bukavu et qui coûtent chers.

5.7. MOYENS DE COMMUNICATION

5.7.1. TYPES

Le seul moyen de communication dans le Territoire de WALUNGU est la communication cellulaire implantée par la Société CELTEL. Bien que ce réseau ne couvre pas encore la totalité de l'espace du Territoire, il permet néanmoins, le contact avec le reste du pays et du monde.

5.7.2. NIVEAU D'ACCES

L'accès à ce réseau téléphonique n'est pas chose facile compte tenu du revenu par habitant à WALUNGU. Le revenu étant très bas, il est pratiquement impossible d'avoir une part importante de la clientèle prête à s'abonner. Néanmoins quelques affairistes, les cadres administratifs, militaires, les responsables d'églises surmontent cette difficulté.

5.7.3. QUALITE

La qualité de services offerts par CELTEL est moyenne.

- Le moyen de communication est insuffisant
- Pas d'émetteurs, d'Internet, ni de service de Poste.

5.8. ENERGIE

L'énergie consommée à WALUNGU provient de plusieurs sources à savoir :

- Le bois : c'est le type le plus répandu et le plus accessible. Le bois est tiré dans des plantations par ramassage surtout.
- Le pétrole (Kérosène) : ce type de source est utilisé pour éclairer la maison.
- Le courant électrique : ce type est utilisé par une infime classe de la société qui adhère aux conditions exigées par ce dernier. La plupart sont

des églises, les bureaux administratifs, les résidences des cadres administratifs que militaires.

- Les lampes- tempêtes : disponibles seulement dans certaines familles.

5.9. SERVICES TECHNIQUES ET AFFAIRES SOCIALES

Ces services existent au niveau du Territoire. Ce sont eux qui devront en principe planifier les interventions des ONG. Et pourtant ce sont les ONG qui s'imposent en lieu et place de ces services.

Exemple : IRC, ANTI BWAKI : Toutes ces organisations, n'interviennent souvent que dans un même et seul secteur, celui de l'eau.

Il y a nécessité de :

- De voir les interventions des ONG se conformer à la planification stratégique du Territoire
- Collaborer et opérer conjointement avec les services de l'Etat. Il y a besoin de recyclage.
- Redynamiser les services sociaux du Territoire décentralisés de base.

POSSIBILITES D'ACCES

SERVICES	FACILE	DIFFICILE	IMPOSSIBLE	OBSERVATIONS
Santé		x		-l'accès à certains est difficile car, ces services de soins sont toujours élevés, soit 130 fc/ enfant et 260 fc/ adulte. - géographiquement l'accès est difficile pour la plupart de populations.
Education		x		- Les écoles sont éloignées de maisons jusqu'à 3 heures de marche. La documentation non assurée, les enseignants sous qualifiés, écoles sans équipements ou matériels didactiques, les infrastructures scolaires en mauvais état.
Sécurité sociale			x	- la plupart des agents de l'Etat ont atteint l'âge de retraite. Il sévit le chômage juvénile.
Eau		x		- Certains endroits bénéficient des sources aménagées. La majorité utilise encore de l'eau de sources non captées. - Le point d'eau est distant d'au moins 3 heures de marché pour certains villages.
Electricité		x		- L'électricité est présente seulement au centre du Territoire et dans les entreprises agricoles et plantations. - Le barrage RUZIZI II n'est qu'à quelques Kilomètres de Nyangezi, mais aucune ampoule n'éclaire à Nyangezi comme à Kaziba.
Hygiène		x		Le service est non fonctionnel
Routes Nationales Dessertes agricoles		X x		Routes en très mauvais état Certaines routes de dessertes agricoles sont impraticables, du moins présentement.

SERVICES	FACILE	DIFFICILE	IMPOSSIBLE	OBSERVATIONS
Moyens de transport		x		Il y n'a pas de service de transport. Quelques véhicules privés exploitent notamment les camions et camionnettes.
Marchés		x		Les marchés sont non-aménagés, si bien que les marchandises et les vendeurs sont exposés à l'insalubrité. les marchés ne fonctionnent pas de manière continue, soit 2 fois la semaine.
Poste et communication			x	Ce service est inexistant. Les courriers se transmettent de mains à mains avec tout ce que comporte comme risques.
Amusement (sport et loisirs)		x		-Le terrain de foot mal entretenu. Aucun mécanisme d'encadrement de la jeunesse. - Aucun site touristique dans le milieu et pourtant WALUNGU présente des potentialités touristiques énormes.
Magasins			x	
Accès à la Justice		x		La Justice est arbitraire. Le Tribunal n'existant pas et en cas de nécessité, il faut se déplacer jusqu'à Kavumu dans le Territoire de Kabare.
Pharmacie			x	

Il ressort de ce tableau qu'aucun service présente un accès facile. Lorsqu'on peut accéder à un service donné, sa qualité constitue un autre type de problème.

5.10. LES CAUSES

- Le Gouvernement ne s'assume pas correctement
- La mauvaise gouvernance
- L'économie du pays est faible
- Les agents de l'Etat ne sont pas payés
- Les potentialités de WALUNGU ne sont pas valorisées
- Les routes nationales traversant WALUNGU sont en mauvais état
- Les initiatives locales privées ne sont pas appuyées par le gouvernement
- Les aides provenant des ONG internationales sont dispersées.

5.11. ARRANGEMENT DES PROBLEMES PAR ORDRE D'IMPORTANCE

N°	Problèmes	Groupe A	Groupe B	Total	Classement
1	Le Gouvernement est irresponsable	5	5	10	A
2	Les potentialités du Territoire ne sont pas valorisées.	5	3	8	C
3	Les agents de l'Etat ne sont payés	4	3	7	D
4	La mauvaise gouvernance	4	5	9	B

Au travers de ce tableau, il ressort quatre (4) grands problèmes constituant les causes majeures de l'inaccessibilité ou de l'accessibilité aux services dans le Territoire de WALUNGU.

Selon l'ordre d'importance, ces problèmes sont :

- Le Gouvernement est irresponsable
- La mauvaise gouvernance
- Les potentialités du Territoire ne sont pas valorisées

- Les agents de l'Etat de l'Etat ne sont pas payés.

5.12. LES ACTIONS PRIORITAIRES A MENER

Selon les résultats des concertations, la population du Territoire de WALUNGU suggère dans les lignes qui suivent, les actions qu'elle estime être prioritaire pour améliorer l'accès et la qualité des services et infrastructures.

Il s'agit notamment :

- De la réhabilitation des routes nationales Bukavu- WALUNGU6 Kindu ; Bukavu - WALUNGU- Uvira et les routes de dessertes agricoles.
- Les richesses du Territoire soient exploitées (les grandes carrières des pierres à Nyangezi, du sable, les marrais, des minerais comme l'or,...).
- Payer le salaire de tous les fonctionnaires de l'Etat (Enseignants, Militaires,...)
- Alimenter le Territoire en courant électrique qui se trouve à quelques mètres du Territoire (Barrage hydroélectrique de la Ruzizi II).

L'Etat doit prendre en compte les actions ci-hauts énumérées, car leur valorisation et leur gestion rationnelle au profit de la population, améliorerait très significativement la qualité et l'accès aux services dans le Territoire.

5.13. Conclusion partielle.

Les points sous examen dans ce chapitre, ont témoigné à juste titre, l'importance que revêtent les secteurs sociaux pour une communauté. Il s'agit là en fait, du thermomètre de toute action politique voire même la toile de fond du présent processus. Les secteurs sociaux affichent un déficit criant à WALUNGU et exigeant une attention particulière des autorités politco-administratives.

La population en appelle à l'assouplissement des conditions d'accès aux petits et grands projets dans le domaine concerné. Plusieurs projets initiés dans le territoire restent en souffrance au niveau du BCECO et les retombées des ressources PPTE

sont à peine perceptibles, au point que la population douterait déjà du bien fondé du DSRP. On a la nette impression que la réduction de la pauvreté, c'est plus une affaire des populations vivant dans la Capitale.

CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET BONNE GOUVERNANCE

Introduction

6.1. Gouvernance locale & auto-promotion

6.1.1. Instances locales de décision

Dans le Territoire de WALUNGU, il existe deux instances locales de prise de décision. Il s'agit de :

- L'administration du Territoire
- La collectivité chefferie.

6.1.2. Organisation des pouvoirs au sein des instances locales de décision

Administration du Territoire

Les Administrateurs du Territoire (l'Administrateur titulaire, les Administrateurs adjoints et les Administrateurs résidents) sont nommés par le gouverneur de la Province.

Les facteurs motivant la désignation de telle ou telle autre personne au poste d'administrateur ne sont pas connus ni définis au préalable.

Il en est de même que ceux devant motiver son remplacement. La consultation de la population est très indispensable car, c'est elle qui connaît mieux les réalités du milieu concerné.

La chefferie (les chefferies)

Il sied de souligner qu'ici, le pouvoir est coutumier. Le chef de chefferie, les chefs des groupements et les chefs de localité font partie de la lignée royale. Seul le « MWAMI » a le pouvoir de les nommer et de les destituer.

Il faut donc retenir que le pouvoir au niveau de la chefferie est entre les mains du « MWAMI » à qui coutumièrement appartient toutes les terres. Seuls les chefs des chefferies sont des « BAMI ». Certains chefs des groupements sont de la lignée royale. Il est recommandé au Mwami de consulter également la population avant de désigner les chefs de groupements et villages.

C'est le Conseil d'Administration de la Chefferie qui est l'organe de décisions.

6.2.3. Modes d'accès à la direction des instances locales de décision

Administration du Territoire

De par le fait que les personnes devant administrer le Territoire ne sont pas désignées sur base de critères préétablis et connus de tous, il ressort de cette réalité que les prétendants à ce poste ne peuvent ménager aucun effort pour atteindre son but. D'où l'ouverture sur la corruption, le népotisme,...

Chefferie

A ce niveau, c'est la providence qui préside les choses. Le futur chef de collectivité est connu dès sa naissance. Le fils aîné du Mwami est celui qui succède à son père. Le pouvoir héréditaire, mais pas nécessairement le fils aîné.

6.2.4. Influences dans le choix des dirigeants

Le rôle du MWAMI est très dominant chez les Bashi, tribu régnant dans le territoire de WALUNGU. Son influence est donc prépondérante dans le choix des dirigeants ci bien que sa parole n'est peu être contredite ; elle est considérée comme sacrée.

6.2. Les dynamiques communautaires.

(Eglises, syndicats, ONG, Coopératives...).

En Territoire de WALUNGU, les églises catholique et Protestante jouissent d'une influence très remarquable. Il faut noter qu'elles sont propriétaires de plus ou moins 90% des infrastructures scolaires, sanitaires, lieux de loisir (terrain de mobilisation sociale, ces églises ont une capacité très indispensable.

Notons que l'apport de services de développement des églises, des ONGD a été significatif pour le changement des conditions de vie en Territoire de WALUNGU. En effet, les adductions et services d'eau aménagés, l'accompagnement technique des populations cultivatrices, des analphabètes et de la jeunesse désœuvrée.

En général, ce sont les promoteurs d'ONG et autres qui tirent profit d'initiatives développées dans les milieux et ne tiennent toujours compte des desiderata, suggestions et recommandations de la population, du fait de la situation de fait (une espèce de monopole de position) qu'ils entretiennent avec la complicité de certains dirigeants du pays.

6.3. ACCES AUX MEDIAS

Les radios locales (Radios émettant à Bukavu) sont difficilement captées dans tous les coins et recoins du Territoire. Il faut noter que seules des chaînes des radios étrangères (RFI, VOA, BBC,...) sont relativement bien captées.

6.4. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

En Territoire de WALUNGU, la Justice est administrée par plusieurs types de services, parmi lesquels, il faut citer : l'Agence Nationale de Renseignement (ANR), le Commandement de l'Armée et la Police.

Le commandement des groupes armés et les chefs de groupements sont aussi à ajouter sur la liste.

Le recours à l'un ou l'autre service dépend des relations ou du crédit que le plaignant accorde au service auquel, il recourt pour recouvrer ses droits. La démission de l'Etat a fait naître plusieurs confusions en matière juridique. Il appert de souligner que la

population n'est pas instruite en matière juridiquement. Dans la perspective de la recherche d'un jugement, la population sollicite plusieurs lieux. Il est indispensable de rapprocher la justice des justiciables.

L'on note aussi que la visite aux prisonniers est payable.

Les populations estiment que la Justice n'est pas administrée comme il se doit car, en effet, le gain de cause est donné à celui qui donne plus d'argent à ceux qui doivent rendre justice.

Retenons enfin que, c'est le Tribunal de grande instance de Kavumu en Territoire de Kabare qui couvre l'administration de la justice, sur toute l'étendue du WALUNGU. Soulignons par ailleurs qu'au niveau de chaque bureau de collectivité, il y a un Tribunal coutumier.

La démission de l'Etat en matière juridique a fait naître beaucoup de confusion en matière juridique, notamment avec la multiplicité de services (L'Agence Nationale de Renseignement ; La Police ; L'Armée, Les milices, Les églises ; La Société Civile ; Les Associations ;...) Travaillant de manière peu recommandable. Cet état de chose favorise la non -instruction de la population en matière juridique.

6.5. MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES

6.5.1. Versements des subventions de la Province

Il est nécessaire de préciser qu'il s'agit de s'intéresser de la notion de rétrocessions plus que celle relative à la subvention.

Les recettes locales sont versées à la Province. Cependant, il faut noter que les subventions de la Province au Territoire ne se limitent qu'au niveau du chef-lieu du Territoire. Seules les recettes des taxes annuelles sont versées à la Province. Les rétrocessions : ce sont des biens privés des Administrateurs des Territoires.

6.5.2. Fiscalité locale

Les populations du Territoire de WALUNGU font face à des multiples taxes. Les marchés constituent la principale source des perceptions sur les taxes.

La perception de certaines d'entre-elles se fait moyennant une quittance. Cependant, dans la majeure partie des cas, ce sont des recettes qui sont subtilisées.

En effet, de par les témoignages des vendeuses contactées, certains percepteurs ne donnent pas de pièces justificatives, soit parce que ladite pièce est inexistante, ou soit que la taxe elle-même n'est pas officielle.

D'autres, bien qu'ayant des pièces justificatives, ils refusent de les remettre à qui de droit en contrepartie de la somme perçue. Ils remettent par exemple, une quittance pour 5 (cinq) personnes qui ont payé leur argent.

Il y a d'autres taxes qui sont payées par les vendeurs en nature. En effet, il y a de ces percepteurs ou des services qui font des prélèvements sur les marchandises étalées au marché.

Hormis d'autres cas de prélèvements, signalons que les militaires et d'autres hommes armés postés sur des positions/ barrières érigées prélèvent une partie sur la marchandise, soit au marché ou sur les voies menant vers les marchés. Partant :

- Il se précise que la taxation est devenue un autre marché d'emploi : la plupart des taxateurs sont des proches des mandataires publics.
- La destination de ces taxes est inconnue
- Les taxes ne sont pas rationnellement gérées dans le but d'être canalisées dans la réhabilitation des infrastructures socio-économiques du Territoire.

6.5.3. Responsabilité et transparence

Les personnes contactées ont estimé que les dirigeants l'exercent pas de manière transparente et responsable les tâches qui leurs sont dévolues. Ce constat est ressorti également de la bouche de certaines autorités locales avec qui, nous nous sommes entretenus.

6.5.4. Liberté et sécurité des personnes

De manière générale, la liberté et la sécurité des personnes ne sont pas encore assurées. Dans tous 5 sites, les tracasseries des agents de l'ordre, des percepteurs de finances (Taxes) sont bien remarquables. Aussi, des prélèvements importants sont opérés sur le produit de ventes des paisibles populations qui, ne bénéficient d'aucune assistance.

Seulement, depuis les efforts de rétablissement de la situation au niveau de l'Armée, une certaine amélioration de situation s'observe dans le Territoire de WALUNGU, en dépit des exactions et cas de viols perpétrés, sporadiquement, par des bandes armées et forces négatives(étrangères dont les Interahamwé).

Les fins fonds du territoire sont insécurisés et demeurent sous contrôle des bandes armées.

6.6. Conclusion partielle.

Au regard des informations recueillies sous ce chapitre, il y a lieu de souligner que la pauvreté qui est en réalité un phénomène de masse, se trouve accentuée à WALUNGU, suite notamment à l'insécurité qui bat son plein et la mauvaise gouvernance par les autorités politico-administrative.

Du jour au jour, une frange importante d'opérateurs économiques et sociaux délocalisent vers d'autres contrées, suite aux conditions sécuritaires qui, se détériorent avec la présence des bandes armées commentant des exactions et semant la terreur dans la population civile. Par ailleurs, face à une telle situation d'absence d'autorité établie, les gestionnaires malveillants trouvent facilement d'alibis pour justifier le détournement des deniers publics.

Voilà pourquoi, la population de WALUNGU en appelle à la paix et à la bonne gouvernance.

CHAPITRE SEPTIEME : VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Introduction

Les mutations les plus profondes au monde, sont celles qui relèvent des rêves, des aspirations et souhaits futuristes. Aussi, devrait-on reconnaître aux populations pauvres de WALUNGU de rêver d'une Communauté au sein de laquelle les idées ci-dessous sont concrétisées :

7.1. Forme de l'Etat :

Le fédéralisme, en dépit du contexte particulier de la guerre et autres faiblesses constatées çà et là, demeure est la forme de l'Etat la mieux préférée des populations de WALUNGU.

7.2. Elections :

Pour les populations de WALUNGU, les élections constituent la condition sine qua non de toute perspective de développement du milieu et du pays en général. Elles souhaitent voir arriver à ces échéances le plus rapidement possible.

7.3. Education fondamentale universelle :

Il appert de souligner l'importance que la population de WALUNGU accorde à l'instruction, l'éducation étant un droit fondamental et légitime, devant être garanti à tous les enfants du pays sans discrimination aucune de sexe, ni d'appartenance ethnique ni provinciale.

Il est de la responsabilité de l'Etat, de promouvoir ce secteur- par une redynamisation de toutes les composantes- qu'il compte.

7.4. Santé.

Les résultats des consultations participatives attestent qu'à l'unanimité, les filles et fils de WALUNGU ne jurent que par la promotion de ce secteur vital qui, conditionne et impulse la réussite des autres secteurs. Le capital humain, c'est la force motrice de tous les facteurs de production. D'où la nécessité de réhabiliter toutes les structures ayant en charge la santé. L'attention soutenue doit être accordée aux soins de santé primaire, prévention des maladies endémiques, aux programmes intégrés de lutte contre le VIH/ SIDA, la tuberculose... Dans le même ordre d'idées, renforcer les capacités des Centres de recherches et structures d'encadrement des communautés de base.

7.5. Modernisation de l'agriculture.

Le Territoire de WALUNGU est à vocation agro-pastorale. L'avenir économique de la contrée en dépend. La mise en valeur des espaces cultivables fertiles répondrait efficacement à certains besoins primaires. Il s'avère indispensable de moderniser les marais fertiles inexploités depuis des années par leurs détenteurs. Une concertation entre les parties concernées est nécessaire. Les Centres de recherches devront être revalorisés. Un appui et accompagnement techniques sont à préconiser.

7.6. Désenclavement et accès aux marchés :

De par sa position géographique, WALUNGU s'ouvre aux autres territoires et provinces. Il y existe des routes nationales reliant : WALUNGU-Mwenga-Kindu-Kasaï, WALUNGU-Uvira-Fizi ; ...les marchés du territoire de WALUNGU attirent les gens en provenance de la ville de Bukavu, car ils contiennent des variétés alimentaires, malheureusement tous ne sont pas construits.

Les réseaux téléphoniques, la radio, la télévision, l'Internet sont autant des potentialités qui facilitent l'ouverture de la population au monde environnant et lointain.

Il est indispensable qu'un minimum des conditions soit doté aux marchés du territoire pour casser la désarticulation économique et promouvoir les échanges intra et extraterritoriaux.

7.7. Développement rural :

Un vaste programme de développement de ce milieu constitue l'aspiration ultime des populations. Le dynamisme de la population couplé à volonté des organisations locales et étrangères, est un type de synergie à capitaliser. Une bonne gouvernance économique, politique, administrative et judiciaire donnerait l'élan nécessaire et l'impulsion voulus pour matérialiser les desiderata des parties prenantes.

7.8. Approvisionnement en eau :

Le Territoire recèle un nombre remarquable des rivières et sources jaillissantes, tel que la desserte en potable ne poserait nullement un problème. Par une meilleure prise en charge par l'Etat, l'eau sera présente au robinet implanté dans chaque habitation. C'est là une manière de répondre au slogan cher à la REGIDESO : « L'eau, c'est la vie ».

7.9. Electrification rurale :

Cette préoccupation est encore loin d'être rencontrée dans le territoire de WALUNGU, en dépit des potentialités dont regorge la province. Il suffit d'une volonté politique, l'électricité sera présente dans chaque maison. Et pourtant, c'est une exigence dans l'implantation des grandes unités de transformation dans cette partie de la République.

7.10. Environnement :

La protection de l'environnement est une exigence mondialement reconnue. C'est dans cette perspective qu'un programme a été initié dans le Bushi et mis en contribution les autorités coutumières, dans le cadre d'une stratégie visant le reboisement des milieux menacés par la sécheresse. Faisant suite à cette réalité, les populations de WALUNGU souhaitent voir être vulgarisées les lois sur la protection

de l'environnement. De ce fait, le tourisme occuperait une place de choix, après le réaménagement des sites (surtout touristiques...) nécessaires.

7.11. Loisirs

Les consultations participatives ont révélé la nécessité de l'Etat d'investir dans le domaine, pour freiner l'exode des citoyens vers d'autres pays voisins. Les installations disponibles dans le milieu sont des propriétés des privés et confessions religieuses. Ces derniers ne rentabilisent pas ces espaces, pour des fins commerciales (lucratives), si c'est le cas, ça serait suite à la paralysie généralisée dans laquelle les guerres en répétition auront plongé le pays.

7.12. Financement des micro- projets :

Par son génie créateur, les populations de WALUNGU ont survécu à la crise, par ses prouesses et cela sans aucune assistance financière. Bon nombre d'initiatives ne trouve pas de soutien et décourage les esprits épris de l'ingéniosité. Alors que dans le cadre du Programme Multisectoriel d'Urgence de Réhabilitation et Reconstruction (PMURR), des fonds sont prévus pour appuyer des initiatives probantes, à travers le Bureau Central de Coordination (BCeCo).

Une attention particulière dans ce sens aux populations de WALUNGU, en envisageant des micro-crédits et subventions diverses au bénéfice de la population, serait salubre et indispensable.

7.13. Libération et privatisation :

La libéralisation d'un secteur, est une mesure d'autorité visant l'efficacité en vue de permettre simultanément aux populations et pouvoirs publics de bénéficier des meilleures conditions possibles, comparativement à une situation du passé. Il ne s'agit pas de brader à tout prix le patrimoine national, par la conclusion des contrats léonins, ni à céder les prérogatives de l'Etat dans le contrôle du patrimoine inaliénable et incessible tels que la Police, l'Armée, les Médias, l'Energie,...car relevant de responsabilité régaliennne de l'Etat. Les secteurs libéralisés devront

permettre à l'Etat, de renflouer ses caisses, par une fiscalité et une parafiscalité attrayante.

En effet, certains domaines sous la gestion de l'Etat éprouvent le besoin de financement pour leur relance. Or, la trésorerie du pays ne peut présentement satisfaire à ce type d'exigence. D'où la nécessité d'envisager l'ouverture des capitaux au grand public, donc aux privés. C'est ce qu'on appelle la privatisation. Cette dernière peut concerner une filière donnée (secteur) ou l'ensemble du patrimoine d'une entreprise.

De ce fait, les populations de WALUNGU épousent cette dernière vision, pour autant qu'elle soit conforme à la réglementation requise pour la redynamisation des secteurs préalablement et rationnellement identifiés.

7.14. Taxation :

L'instrument sur qui repose toute la politique gouvernementale, c'est le budget national. Il est fait de la fiscalité et parafiscalité constituées des taxes, impôts, redevances, recettes administratives et domaniales,...qui, une fois bien gérées et rétrocédées conformément à la législation en vigueur, développent le milieu concerné.

En ce concerne les populations de WALUNGU, elles souhaiteraient être assujetties à fiscalité et une parafiscalité qui puisse tenir compte de leur état de détresse. Dans le but d'attirer les nouveaux investisseurs et de faciliter la réalisation de certains projets des populations et organisations locales.

7.15. Droits fonciers

A la différence des autres parties du pays, la partie Est connaît une gestion particulière et complexe du domaine foncier. Il y a cogestion entre l'autorité politico-administrative et coutumière. Les informations en matière des droits financiers ne sont pas suffisamment vulgarisées. Il s'agit d'un contentieux restant encore latent

car, les espaces cédés autrefois par les autorités coutumières, comme dans le Bushi, sont les seuls à être fertiles et disponibles. Ces grands domaines sont presque' inexploités par les détenteurs capitalistes, depuis le contexte particulier des guerres en répétition qui sévit dans cette partie de la République.

Avec l'anonymat requis, plusieurs personnes contactées, envisagent une réforme agraire pour une exploitation rationnelle de ces espaces pour l'intérêt de la communauté. C'est qui présage une concertation éventuelle conviant autour d'une même table, les exploitants détenteurs des terres, les autorités politico-administratives et les représentants des populations. C'est la phase la plus déterminante et sensible qui nécessite un dépassement de soi, pour ne privilégier que l'intérêt de toutes les parties en présence.

7.16. Réforme de l'administration publique

La réforme de l'administration publique, c'est la chose la plus noblement souhaitée par les populations de WALUNGU. Il est impérieux d'envisager la mise à la retraite de certains agents de carrière et Fonctionnaires de l'Etat ; maîtriser leurs effectifs pour éviter le gaspillage des deniers publics à travers la paie des fictifs au profit des responsables malhonnêtes. Enfin, l'on souhaite également un recyclage (une mise à niveau) en vue de renforcer les capacités de ce personnel, au regard des exigences mondialement reconnues.

Il est donc nécessaire que le gouvernement vulgarise en faveur des populations de WALUNGU, toute la législation en la matière.

7.17. Sécurité et Protection

Les consultations participatives ont permis aux populations de WALUNGU de manifester leur mécontentement au sujet des exactions et autres types d'atrocités auxquelles elles sont victimes. Aussi suggèrent-elles, au gouvernement de réserver une attention soutenue en la matière, en dotant aux unités chargées de la mission, le dispositif adéquat et susceptible de répondre à l'ampleur des besoins. Seulement, le

préalable passe par le désarmement des unités étrangères opérant dans le territoire de WALUNGU et ses environs.

7.18. Contrôle des mouvements migratoires des populations

Cette préoccupation, les populations de WALUNGU en appellent de tous leurs vœux, surtout dans cette période post-conflit, où les services spécialisés se recherchent encore. Ce qui nécessite l'efficacité dans l'administration et la territoriale car, il faudrait tabler sur un système cohérent d'identification des personnes, dans le strict respect des droits humains universels.

7.19. Conclusion partielle

La pertinence de ce chapitre réside dans l'explicitation de ce à quoi les populations de WALUNGU aspirent, en ce qui concerne la réduction de la pauvreté. La réalisation de ce train de rêves est vivement souhaitée, pour faire de WALUNGU, un territoire où, il fait beau vivre. Territoire dans lequel, il est fait usage des lois démocratiques aux citoyens les libertés fondamentales universellement reconnues.

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Introduction

Peu avant 1996, la population de WALUNGU menait paisiblement sa vie. L'avènement des guerres a exacerbé la situation socio-économique déjà précaire, notamment avec l'afflux des réfugiés. Fort de cette réalité, la population a résolu d'entreprendre des actions probantes afin de faire face à sa pauvreté sans cesse croissante. Et pourtant, la population est entreprenante et ambitionne de voir leur contrée être porteuse de bonheur pour toute la communauté. De ce qui précède, un certain nombre des stratégies ont été développées dans le but de réduire tant soi peu, l'ardeur de la pauvreté qui sévit dans la contrée.

Les lignes qui suivent illustrent mieux la situation :

8.1. Mécanismes de survie

8.1.1. Surpopulation et problème de terres

Cet épineux problème n'est pas aisé à résoudre dans la mesure où, il relève des pesanteurs coutumières : plusieurs familles trouvent comme résolution de morceler leurs champs afin de céder d'autres portions à leurs enfants.

La notion de la rationalité trouve sa justification car, les bénéficiaires des terres morcelées devront également penser à leur progéniture qui, ipso facto sont des seconds bénéficiaires. Si bien que les familles dépourvues en terres constituent de la main d'œuvre pour ceux qui en possèdent. Ces ouvriers journaliers reçoivent en contre - partie de leur prestation, soit les produits de la récolte, soit une glèbe devant être exploitée pendant un certain temps.

8.1.2. Contraintes sociales et financières

Il ressort des échanges entre l'équipe de consultation et la population consultée que les contraintes sociales et financières de premier ordre sont dues au manque de respect du planning familial par la plupart de ménages. Et pourtant, ces ménages qui se constituent en familles nombreuses sont en majorité de cas chômeurs. Or, une société équilibrée, c'est celle qui préserve l'adéquation entre la dynamique démographique et la croissance économique. Partant, comment ces ménages pauvres et sans emplois pourraient-ils observer cette exigence ? Pour contourner la difficulté, les ménages numériquement grands éparpillent leurs enfants, soit chez un membre de famille restreinte, soit chez des proches connaissances, étant donné que financièrement, ils ne sont pas à mesure de prendre en charge leurs enfants.

8.1.3. Education

Les parents d'élèves comme les enseignants font partie de la catégorie des personnes impayées. Sinon même lorsqu'ils sont payés, l'on se demande la rubrique à couvrir dans le budget de ménage ! Toutefois, les parents d'élèves s'organisent mensuellement pour motiver les enseignants, en leur versant la prime en nature (produits champêtres ou autres) ou en espèce.

Actuellement, cette pratique est décriée par certaines confessions religieuses, notamment l'église Catholique, estimant que le gouvernement devrait s'assumer pour ne pas davantage continuer à renforcer l'état de détresse des populations.

8.1.4. Chômage

Le chômage est vécu comme un phénomène de masse dont l'ampleur s'accroît de jour en jour. Les quelques unités de productions qui opéraient à WALUNGU ont été systématiquement pillées. Ceux qui travaillent dans l'administration publique sont impayés et donc en chômage déguisé étant donné qu'ils ne sont présents à leurs postes qu'un seul jour la semaine, pour ceux qui ont encore ce courage de garder un minimum de conscience professionnelle.

En somme, la population est complètement tournée dans la débrouille. Elle n'est pas fixée sur l'une ou l'autre activité. D'où la difficulté de cerner avec précision la valeur ajoutée du territoire au niveau provincial.

8.1.5. Pénurie d'eau

La grande majorité de la population se ressource dans les ruisseaux. Les quelques coins où sont implantés des robinets servent au petit commerce : les enfants s'en procurent et sillonnent des kilomètres à la recherche de preneurs potentiels. L'eau potable au sens strict est quasi-inexistante.

8.1.6. Pénurie de la nourriture

C'est aléa va avec l'ensemble du Territoire. Les guerres en répétition ont eu une incidence négative sur les activités agropastorales, vocation du Territoire. Une timide reprise est vite découragée par des bandes armées encore opérationnelles dans ce milieu. Ces inciviques font régulièrement incursion et, à ces occasions, ils traînent derrière eux les produits de champs, autres biens et personnes.

Le ravitaillement de la contrée est par ailleurs, rendu difficile faute de l'état de dégradation avancée des structures socio-économiques, moyens et voies de communication. Rendus à WALUNGU, les produits en province de Bukavu ou d'autres Territoires coûtent excessivement chers, étant donné qu'il faille prendre en compte les éléments constitutifs du prix dont le coût de transport, diverses taxes...

8.1.7. Santé, VIH/SIDA, Paludisme et autres maladies

La population est sérieusement menacée au plan sanitaire. Les mesures de prévention contre les maladies endémiques et autres sont très faiblement suivies. Les destructions méchantes des guerres en répétition ont rendu certaines familles sans abri. La prostitution devient monnaie courante et source de revenu pour des familles démunies et laisser pour compte.

La pratique de la pharmacopée et l'automédication permet à la population de pallier les insuffisances des structures étatiques en matières sanitaires. Les revenus insignifiants des populations ne permettent pas de couvrir les frais médicaux dans les formations médicales appropriées

8.1.8. Maladies de la récolte

Les pharmacies vétérinaires étant quasi-inexistantes, le recours à la pharmacopée est recommandé dans la plupart de cas, avec tout ce que cela implique comme faiblesses.

8.1.9. Logement

La plupart d'habitations sont faites des sticks d'arbres, terres battues, chaumes, cordes et bambous, en lieu et place des clous, tôles et planches...la population est dépourvue en matériaux de construction, soit pour son faible niveau de revenu, soit pour des difficultés d'approvisionnement et de ravitaillement dues aux voies de communication devenues, en général, impraticables.

8.1.10. Incendie

Aucune structure du genre n'existe dans le milieu. Néanmoins, lorsqu'un tel cas survient, la solidarité de la population est vite retrouvée. La population se mobilise fortement pour éteindre le feu, qu'il s'agisse du cas de feu de brousse.

8.1.11. Energie

Le ramassage des branchettes d'arbres sert à la cuisson et à l'éclairage des maisons. Etant donné que l'électricité est quasi-inexistante, les bois de chauffe et les braises constituent la source majeure d'énergie dans le milieu.

8.1.12. Arrangements funéraires

Il n'existe pas d'endroits appropriés pour l'enterrement des morts. L'espace libre restant derrière des cases et autres habitations sert de cimetière. Chaque famille

s'organise de la sorte. De plus, par manque de possibilité pour se procurer un cercueil, certains cadavres sont couverts de nattes et enterrés tel quel.

8.1.13. Dispersion géographique

Les maisons ne sont pas concentrées en un lieu sinon au centre et le long des routes principales. Dans la majorité de cas, une maison est distante de l'autre d'au moins 5 minutes de marche. Ce qui affaiblit l'ardeur de la solidarité africaine. Par souci de rentabiliser l'espace cultivable, il est impérieux de faire suivre un lotissement digne de nom.

8.1.14. Disparités linguistiques

Le dialecte « mashi » est parlé dans tout le Territoire de WALUNGU. Seulement, dans l'usage, ce dialecte a subi un changement d'intonation à Kaziba. Par contre, la partie Nord- Est subit de plus en plus l'influence du dialecte « Rega ».

8.1.15. Guerres et catastrophes naturelles.

De prime à bord, deux grandes guerres ont négativement affecté la vie à WALUNGU. Il s'agit de la guerre de 1996 (avec l'AFDL) et la rébellion de 1998 (avec le RCD). Tout récemment encore, la mutinerie de MUTEBUTSI (du 26 mai au 8 juin 2004) a eu également une incidence négative, avec un afflux de déplacés vers les territoires voisins de la Ville de Bukavu dont le Territoire de WALUNGU.

8.1.16. Enclavement

C'est l'épine dorsale de la situation que traverse la population de WALUNGU. Il n'est pas possible de sillonner aisément à l'intérieur du même Territoire sans faire le détour par une autre entité voisine. La raison fondamentale réside dans l'état des routes.

8.1.17. Existence de minorités ethniques et sociales

Ce problème n'est pas assez accentué à WALUNGU où la population se tolère au point de croire qu'elle ne constitue qu'une seule ethnie, une seule tribu et ne parlant qu'une seule langue. Dans ce contexte particulier des turbulences, il se développe une forte socialisation (collaboration, solidarité...) de la population étant donné qu'elle est victime 'enlèvements, viols, pillages orchestrés par les Interahamwe occupant toute la chaîne de Mitumba.

8.2. Actions de la Communauté

8.2.1. Identification des problèmes par les parties prenantes contactées.

PROBLEMES

- Les infrastructures publiques sont en état de délabrement avancé
- Les agents et fonctionnaires de l'Etat sont démotivés et impayés
- Les recettes publiques sont subtilisées par les percepteurs
- Les mécanismes d'accès au pouvoir ne sont pas objectivement et clairement définis
- L'impunité
- La corruption
- Le clientélisme au niveau de l'emploi
- Les détournements des derniers et autres objets appartenant à l'Etat
- Etc. ;

LES CAUSES

- les dirigeants sont égoïstes
- il n'existe pas une politique de renouvellement ou de maintenance des infrastructures publiques
- la population n'est pas impliquée dans la gestion et la sauvegarde des infrastructures publiques
- les dirigeants à la base ne sont pas contrôlés

- la Fonction Publique ne constitue pas une priorité pour le gouvernement du pays
- la population n'est pas suffisamment informée sur ses droits et devoirs civiques et politiques
- le népotisme et la coterie
- les lois de la République ne sont pas appliquées
- la population accuse une faible culture civique
- la présence des bandes armées locales et étrangères
- la résistance au pouvoir
- Prolifération des bandes armées.

CONSEQUENCES

- La corruption est généralisée
- Les agents et fonctionnaires de l'Etat monnaient leur service
- Le déficit et non -respect de lignes budgétaires
- Les agents et fonctionnaires de l'Etat ne sont pas payés
- Certains coins du Territoire sont enclavés
- La faible productivité des agents et fonctionnaires de l'Etat
- Les produits manufacturiers coûtent chers et sont rares dans certains coins
- Les recettes publiques sont subtilisées
- Les routes sont impraticables dans certains coins et dans d'autres, elles sont difficilement praticables
- La misère généralisée (aggravation de la pauvreté).

8.2.2. Matrice de Planification Stratégique

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
I. Insécurité	<ul style="list-style-type: none"> - présence des forces négatives - présence de poches de résistance & complices - Administrations parallèles - Soldes des militaires non-payées - Détention illégale d'armes 	<ul style="list-style-type: none"> - viols et violences sexuelles - pillage des biens - transmission des IST et MST - paralysie d'autres secteurs (économique, social, agricole, politique, éducatif,...) - enclavement de la communauté - tueries et enlèvements - grossesses indésirables - dépravation des mœurs 	Restauration de la sécurité d'ici 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Désarmement des forces négatives - Identification de toutes les victimes de viol et violences sexuelles - Unification du commandement à différents niveaux - Sollicitation d'un appui technique et financier auprès de la communauté internationale - Concrétisation de la collaboration entre les 	<ul style="list-style-type: none"> - lutte contre l'insécurité dans le territoire de WALUNGU - éradiquer les pratiques de viols et violences sexuelles faites aux femmes - dépister et traiter les personnes infectées par les IST et les MST - mettre en place une administration unifiée - ravir toutes les armes détenues illégalement - payer, équiper et moderniser 	<ul style="list-style-type: none"> - la 10ème Région Militaire - ONG œuvrant dans le secteur de détraumatisation et différentes zones de santé du territoire - Commission Electorale Indépendante (CEI) et la population locale - 10ème Région Militaire et le pouvoir coutumier - 10ème Région Militaire et la MONUC - Ministère de l'Intérieur, 	<ul style="list-style-type: none"> - la population de WALUNGU circule librement au bout d'une année, à partir de l'exécution du projet - les pratiques des viols et violences sexuelles sont éradiquées sur 80% de la superficie du territoire de WALUNGU au bout d'une année - 70% de personnes infectées fréquentent les centres de 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports périodiques (mensuel, trimestriel, semestriel, annuel) de la 10ème Région Militaire ; - Rapports annuels des Ministères de l'Intérieur, de la Justice et Défense Nationale ; - Rapports annuels des Organisations Internationales (Comité d'Accompagne ment de la 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de volonté politique - guerres à répétition

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
				FARDC et la MONUC dans le cadre de l'opération DDRRR.	l'armée - démobiliser et insérer les enfants soldate et autres - identifier toutes les toutes les victimes de viol et violence sexuelle - mener des activités militaires de grande envergure (moralisation, conscientisation dans le cadre des prochaines échéances électorales) - ramener à la table de négociation les forces militaires échappant au contrôle du	Ministère de Défense et Sécurité - Conseil de Sécurité des Nations Unies - Services ayant dans leurs attributions la démobilisation et réinsertion sociale - ONG œuvrant dans le secteur - Autres Services Publics et Organismes spécialisés	traitement - les dirigeants du territoire de WALUNGU répondent à 90% à l'Administrateur du territoire légalement établi - seuls les militaires de l'armée régulière détiennent les armes - l'armée est payée, équipée et modernisée au bout d'une année - les enfants soldats et autres se retrouvent dans leurs familles et dans la vie active	Transition, CIAT ; MONUC, Conseil de Sécurité des Nations Unies...); - Rapport périodique de l'Etat-Major Général des FARDC. - Rapport de Commission Electorale Indépendante (CEI); - Rapport annuel de l'Organe chargé de l'opération DDRRR; - Divers Rapports d'activités d'ONGD et autres Associations de	

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
					gouvernement central - spécifier les activités sur terrains entre la MONUC et les FARDC - programmer le projet d'appui technique à l'organisation de l'armée - créer et structurer le C.T.O. - Chercher des fonds - Faire le plaidoyer et le Lobbying		- X Qté des matériels et autres fournitures acquis et mis à la disposition de la FARDC et autres Services Publics - X Qté des matériels et autres fournitures reçus des partenaires à tire de dons et subventions et mis à la disposition de la FARDC et autres Services Publics ;	Défense de Droits de l'Homme ; - Divers Rapports relatifs aux problèmes sous examen - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables - Divers documents relatifs aux problèmes sous examen	
II. Faible production agro-pastorale	- infertilité du sol - pillage du cheptel et des produits agricoles - insuffisance	- Malnutrition accrue - baisse du taux de scolarisation - exode rural	Accroître la production agricole	- pratique de nouvelles techniques agro-pastorales - octroi des	- animer, sensibiliser et vulgariser les nouvelles techniques agro-	- ONG & Associations œuvrant dans le domaine - Le territoire	Au bout d'une année, la production agro-pastorale par ménage passe		-Détournement des fonds - Non-implication de la population

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
	des terres arables - inadaptation des techniques agro-pastorales - attaques des plantes et de bêtes par différentes maladies - inaccessibilité aux produits phytosanitaires et vétérinaires - mauvaise qualité des semences - dégradation du sol (érosion, éboulement...) - Non-accompagnement technique de la population	- lourdes tâches aux femmes - faible revenu des ménages		crédits agro-pastoraux - réforme agraire - promotion du « Gender »	pastorales - créer les banques semencières et des coopératives d'écoulement des produits agro-pastoraux - mettre en place l'exploitation des fermes semencières - Former les hommes à la notion de « Gender ». - Chercher des fonds - Faire le plaidoyer	- Services Publics et Organismes spécialisés (SENASA, INERA, FAO...) -Population locale - les services du Ministère des Affaires Sociales - Services chargés de l'Agriculture et Développement Rurale	de 0 bête d'une espèce quelconque à 5 bêtes et de 5 Kgs d'une espèce quelconque à 25 Kgs de produits agricoles par saison culturale par are. - sur 100% d'hommes actifs dans le territoire de WALUNGU, 65% participent aux activités champêtres.		
III.Désengagement de l'Etat	- Dirigeants non-élus - Pas de	- Mauvaise gouvernance - salaires des	Instituer un gouvernement responsable	- mise en place des Institutions stables et	- Elaborer et soumettre au referendum	- le Parlement élu - le	- Un document traitant sur les différentes lois	- Journaux Officiels (2004 - 2005)	

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
	consultation populaire dans la prise des décisions - Problématique de la formule 1+4 - Faible esprit patriotique dans le chef des dirigeants actuels.	fonctionnaires et autres agents impayés - centralisation à outrance du pouvoir étatique -		fiables - élaboration d'un budget national prenant réellement en compte tous les secteurs de la vie nationale - implication de toutes les parties prenantes dans la création d'un climat de paix sur l'ensemble du pays - Organisation des élections libres et transparentes, dans le strict respect du timing préalablement établi. - La lutte contre l'impunité et la corruption	populaire la constitution - vulgariser la constitution et la loi électorale - sensibiliser la population sur le bien fondé des élections et l'importance de l'alternance au pouvoir - mettre en place des structures (instances) chargées de dénoncer, auditionner et juger les fautifs (corruption, exactions, violations des divers droits...) - Chercher des fonds - Appuyer et accompagner	gouvernement responsable - la Commission Electorale Indépendante (CEI) - Eglises et ONG locales - Les autorités coutumières - La Cour Suprême de Justice - Les Cours et Tribunaux - Les Associations de Défense de Droit de l'Homme. - La population congolaise - Autres partenaires internationaux	régissant le pays est élaboré, voté et vulgarisé sur l'ensemble du pays avant juin 2005. - La Constitution est respectée et appliquée dans tous les secteurs de la vie nationale avant juin 2005 - 70% de la population sont informées sur la loi électorale - au moins 70% de la population sont sensibilisées sur les élections démocratiques et sur l'importance de l'alternance au	- Divers documents de travail du Parlement - Rapport annuel de la Commission Electorale Indépendante - Rapport annuel de la Cour Suprême de la Justice - Rapports d'activités des ONGDH et autres Associations œuvrant dans le domaine - Diverses pièces comptables	

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
					l'administration publique		pouvoir - Une structure (une instance) de dénonciation, auditionnement et jugement des fautifs est mise en place dans les 31 groupements, collectivités et territoire dès l'année 2005. - Tous les Fonctionnaires de l'Etat sont payés dès l'année 2005. - X Qté des matériels et fournitures acquis et mis à la disposition de l'administration publique - X Qté des matériels et		

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							fournitures reçus des partenaires à titre des dons et subventions en vue de renforcer les capacités organisationnelles de l'administration publique.		
IV. Enclavement du territoire de WALUNGU	- insuffisance et mauvais état des routes - absence de politiques d'aménagement du territoire - insécurité	- Inaccessibilité aux médias - inexistences des services de Poste et Télécommunication - insuffisance de couverture par télécommunication - insuffisance des moyens de transport inclues les ambulances - inaccessibilité aux produits de	Désenclaver le territoire de WALUNGU	- Construction dans le meilleur délai des routes nationales et de dessertes agricoles - instauration d'une politique à court terme d'aménagement du territoire - installation des structures de Poste et Télécommunication, transport et	- Traçage de nouvelles routes d'intérêt national et territorial - réhabiliter les routes et autres infrastructures existantes - planifier l'aménagement du territoire - (asphalter les routes, - canaliser les eaux de pluie, - construire des	- Le gouvernement - les Entreprises étatiques, para-étatiques, privées et Consortiums internationaux (de Conseils, de construction...) - ONG locales et internationales	- Les travaux de tracée et de construction des routes nationales (Bukavu-WALUNGU-Kindu) et (Bukavu-WALUNGU-Uvira) - les travaux de construction, de réhabilitation, de dotation en équipements	- Divers actes réglementaires relatifs au problème sous examen - Rapports annuels du Ministère du Portefeuille et l'ASSOCIATION Nationale des Entreprises Publiques - Rapport annuel de la Fédération des	- détournement des fonds - guerre - la non-implication de la population.

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
		<p>première nécessité</p> <ul style="list-style-type: none"> - insuffisance des débouchées - développement de mode de transport par tête et sur le dos des personnes - sous informations et désinformations - circuit économique fermé – coût de transport élevé - 		<p>banque</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création des magasins, des marchés, hôpitaux et écoles modernes. - Mise en valeur du Territoire 	<p>ponts, construire et opérationnaliser les services de Poste et Télécommunication ainsi que les banques, doter et équiper selon les normes modernes les écoles, hôpitaux et autres officines publics,...</p> <ul style="list-style-type: none"> - construire des marchés, dépôts et grands entrepôts - distribuer l'eau potable et l'énergie électrique à toute la population du territoire de WALUNGU - 		<p>modernes aux écoles et hôpitaux sont débutés dès l'année 2005</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les services de Poste-Télécommunication et banques sont opérationnels dès l'année 2005. - Dix véhicules de transport en commun pour le territoire (Grands bus et camionnettes) sont disponibles par l'Etat et desservent les axes principaux du territoire dès l'année 2005. - X Qté des 	<p>Entreprises du Congo (FEC)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Divers P.V. et comptes rendus des réunions - Divers documents relatifs au problème sous examen - Divers pièces comptables - Divers rapports d'activités des ONG locales et internationales. 	

problèmes	causes	conséquences	objectifs	stratégies	activités	responsabilités	indicateurs	Sources vérification	Facteurs de blocage
					<p>ouvrir un dépôt pharmaceutique public à WALUNGU - appuyer et accompagner les Organes chargés de l'aménagement du Territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire le plaidoyer - Chercher des fonds 		<p>matériels et fournitures acquis et mis à la disposition du Territoire - X</p> <p>Qté des matériels et fournitures reçus des partenaires à titre des dons et subventions dans le cadre de l'aménagement du Territoire de Walundu.</p>		

8.3. Mécanismes de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des stratégies et activités proposées

Au cours des travaux de Consultations Participatives du Territoire de WALUNGU, il est apparu dans les échanges que divers programmes de développement initiés n'ont pas conduit à des résultats escomptés faute des moyens. Plusieurs ouvrages sont restés en étape d'exécution suite notamment à la rupture de la coopération intervenue au cours de la décennie'90. Actuellement, le pays est bénéficiaire d'une partie des ressources PPTTE. Il importe que ces ressources servent efficacement aux différentes phases du processus, de la mise en œuvre aux activités en passant par le suivi et l'évaluation des stratégies.

En ce qui concerne plus particulièrement le Territoire de WALUNGU, la population tient au respect strict d'actions à développer, tel que cela ressort de la Matrice de Planification. Cependant, la population estime qu'au-delà de la mise en place des comités locaux, il est impérieux de compter sur l'expertise des organisations de proximité qui, de tout ont toujours apporté une assistance à population. Pour un meilleur suivi des actions à entreprendre, l'on devrait davantage accorder de l'attention aux structures ci-après :

Confessions religieuses ;
 Société Civile ;
 Grands planteurs : GOMBO, CIBEKE, IRABATA...
 Malteser

8.4. Conclusion partielle

Le chapitre relatif aux Stratégies pour la réduction de la pauvreté présente un intérêt capital pour les populations de WALUNGU. Les idées-forces qui y ressortent, témoignent de la volonté ferme de cette population de chercher les voies et moyens pouvant conduire à la réduction de la pauvreté dont elle est soumise et à son éradication au terme du processus.

Le chapitre sous examen à plancher sur les mécanismes de suivi, les actions de la Communauté et les mécanismes de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des stratégies et activités. De part sa participation et faisant preuve de son génie créateur, la population a respectivement relevé ça et là, les prouesses qui lui permettent de survivre, dans ce contexte particulier de crise généralisée. Elle a, ensuite proposé les actions prioritaires pouvant permettre de capitaliser (renforcer) son savoir-faire, son agir. Et enfin, la population a identifié, au regard de leur prestation au niveau de la communauté, des structures devant assumer de responsabilités dans le cadre des mécanismes de mise en œuvre, de suivi - évaluation des stratégies et activités proposées.

Le vœu le plus ardent de la population c'est celui de voir les ressources dégagées du mécanisme PPTTE, être affectées réellement aux activités pour lesquelles elles ont pu être dégagées avec le concours de la communauté des bailleurs des fonds.

ANNEXES :**POPULATION DU TERRITOIRE DE WALUNGU**

(Selon le Rapport annuel, Exercice 2003, Territoire de WALUNGU, PP 32-42)

a) Statistique par entité au 31 décembre 2003

Subdivision Administ.	Population congolaise					Population étrangère					Population totale					TOTAUX	
NGWESH E	84.828	102.070	143.494	150.601	480.993	429	457	547	604	2.035	85.257	102.527	144.041	151.205	483.028	1.605	300
KAZIBA	7.695	7.703	9.934	10.089	35.421	-	-	-	-	-	7.695	7.703	9.934	10.089	35.421	195	182
T. TER	92.523	109.773	153.428	160.690	516.414	429	457	547	604	2.035	92.952	110.230	153.975	161.294	518.449	1.800	288

b) Statistique de la population congolaise et étrangère

Subdivision Administ.	Population congolaise					Population étrangère					Population totale				
	Homme	Femme	Garçon	Fille	Total	Homme	Femme	Garçon	Fille	Total	Hom.	Fem.	Garçon	Fille	Total
NGWESH E															
Grpt.															

Burhale	6.529	9.170	10.568	10.350	36.619	-	-	-	-	-	6.529	9.170	10.562	10.358	36.619
IKOMA	5.580	6.952	9.183	9.241	30.956	05	07	05	02	19	5.585	6.959	9.188	9.243	30.975
IRONGO	4.183	4.403	6.195	6.377	21.158	-	-	-	-	-	4.183	4.403	6.195	6.377	21.158
IZEGE	3.426	3.899	8.677	8.955	25.313	-	-	-	-	-	3.426	3.899	8.677	8.955	25.313
Kamanyola	3.656	4.025	8.677	8.955	25.313	-	-	-	-	-	3.656	4.025	8.677	8.955	25.313
Kamisimbi	4.888	5.916	9.031	8.462	28.297	-	-	-	-	-	4.888	5.916	9.031	8.462	28.297
Kaniola	8.004	10.150	15.470	17.079	50.703	03	04	-	-	07	8.007	10.154	15.470	17.079	50.710
Karhongo	7.301	8.394	11.112	12.387	39.194	-	-	-	-	-	7.301	8.394	11.112	12.387	39.194
Lubona	2.298	2.612	4.336	4.433	13.679	-	-	-	-	-	2.298	2.612	4.336	4.433	13.679
Lurhala	11.602	12.636	19.546	20.525	64.309	-	-	-	-	-	11.602	12.636	19.546	20.525	64.309
Luchiga	4.879	4.820	4.154	4.327	18.180	-	03	-	-	03	4.879	4.823	4.154	4.327	18.183
Mulamba	6.085	7.835	9.412	9.387	32.266	60	82	39	51	232	6.145	7.467	9.451	8.435	32.498
Nduba	3.482	4.126	6.151	6.374	20.133	02	02	-	-	04	3.482	4.126	6.151	6.374	20.173
Bupimpi	3.615	4.646	4.238	4.416	16.915	-	01	-	-	01	3.617	4.648	4.238	4.416	16.319
WALUNGU	6.662	8.764	12.535	15.428	43.329	-	-	-	-	-	6.662	8.764	12.735	15.428	43.390
Mushinga	3.067	4.629	4.760	4.898	17.354	-	-	-	-	-	33.067	44.629	4.960	4.898	17.354
Total	85.257	102.527	144.039	151.205	483.028	70	99	44	53	266	85.327	102.626	144.083	151.258	483.294

Subdivision Administ.	Population congolaise					Population étrangère					Population totale				
	Homme	Femme	Garçon	Fille	Total	Homme	Femme	Garçon	Fille	Total	Hom.	Fem.	Garçon	Fille	Total
KAZIBA															
Grpt.	484	474	541	540	2.039	-	-	-	-	-	484	474	541	540	2.039
Bulumbwa	622	639	783	778	2.822	-	-	-	-	-	622	639	783	778	2.822
Butuzi	769	727	1.053	1.029	3.578	-	-	-	-	-	769	727	1.053	1.029	3.578
Chibanda	223	239	300	345	1.117	-	-	-	-	-	223	239	300	345	1.117
Chihumba	361	354	507	511	1.733	-	-	-	-	-	361	354	507	511	1.733

Cirimiro	432	420	476	502	1.830						432	420	476	502	1.830
Kabembe	260	248	294	290	1.092						260	248	294	290	1.092
Kahungwe	399	446	574	606	2.025						399	446	574	606	2.025
Kashanga	933	981	1.310	1.302	4.526						933	981	1.310	1.302	4.526
Kashozi	457	423	492	518	1.890						457	423	492	518	1.890
Kibuti	620	578	793	817	2.808						620	578	793	817	2.808
Lukube	310	366	397	374	1.452						310	366	397	374	1.452
Muhumba	942	932	1.297	1.317	4.483						942	932	1.297	1.317	4.483
Mushingwa	155	146	231	218	732						155	146	231	218	732
Mulambi	713	730	909	942	3.294						713	730	909	942	3.294
Ngando															
T. Kaziba	7.695	7.703	9.934	10.089	35.421	-	-	-	-	-	7.695	7.703	9.934	10.089	35.421
Tot.TERR	92.523	109.773	153.428	160.690	516.414	429	457	547	604	2.035	92.952	110.230	153.975	161.294	518.449